



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 21 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1978

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
227

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

- N. 840. Περί κυρώσεως του έν Σόφια την 3ην 'Ιουνίου 1977 υπογραφέντος Πρωτοκόλλου εις την από 28ην Φεβρουαρίου 1975 Μακροπρόθεσμον 'Εμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξύ τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας. 1
- N. 843. Περί κυρώσεως τῆς έν 'Αθήναις την 8ην 'Απριλίου 1976 υπογραφείσης, μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Μάλτας, Μορφωτικῆς Συμφωνίας. 2
- N. 844. Περί κυρώσεως τῆς έν Λονδίνῳ την 7ην 'Ιουνίου 1968 υπογραφείσης Εὐρωπαϊκῆς Συνθέσεως «περὶ καταργήσεως τῆς ἐπικυρώσεως τῶν ἐγγράφων συνταχθέντων ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἢ Προξενικῶν Πρακτόρων». 3
- N. 845. Περί κυρώσεως τῆς έν 'Αθήναις την 20ήν 'Ιουνίου 1977 υπογραφείσης μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Φινλανδίας Συμφωνίας διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν. 4
- N. 846. Περί κυρώσεως α) 'Τῆς έν Βαρσοβίᾳ την 30ήν Αὐγούστου 1977 υπογραφείσης Συμφωνίας μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πο-

λωνίας ἀφορώσης εις τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφορὰς μετὰ τοῦ Πρωτοκόλλου αὐτῆς. β) Τοῦ έν Βαρσοβίᾳ την 30ήν Αὐγούστου 1977 καὶ έν ὅψει τῆς ἐκτελέσεως τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας ὑπογραφέντος, μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, Πρωτοκόλλου. 5

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 840

Περί κυρώσεως τοῦ έν Σόφια την 3ην 'Ιουνίου 1977 ὑπογραφέντος Πρωτοκόλλου εις την από 28ην Φεβρουαρίου 1975 Μακροπρόθεσμον 'Εμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξύ τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:
"Ἀρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου τὸ έν Σόφια την 3ην 'Ιουνίου 1977 ὑπογραφέν Πρωτόκολλον εις την από 28ην Φεβρουαρίου 1975 Μακροπρόθεσμον 'Εμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξύ τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, τοῦ ὁποίου τὸ κείμενον εις τὸ πρωτότυπον εις την Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εις μετάφρασιν εις την 'Ελληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

PROTOCOLE

à l'Accord Commercial à long terme du 28 Février 1975 entre la République Hellénique et la République Populaire de Bulgarie.

Conformément à l'article 3 de l'Accord Commercial à long terme du 28 février 1975, des négociations commerciales entre les Délégations Gouvernementales de la République Hellénique et de la République Populaire de Bulgarie ont eu lieu à SOFIA du 25 mai au 3 Juin 1977.

Les deux Délégations après avoir examiné en détail le développement des échanges commerciaux pour l'année 1976, ainsi que les perspectives y afférentes, ont noté avec satisfaction le progrès appréciable marqué dans le domaine des échanges commerciaux entre les deux Pays. Elles ont souligné de même leur intention à contribuer au développement plus étendu et plus équilibré des relations commerciales entre les deux Pays.

A cet effet, les deux Délégations ont élaboré les listes de marchandises A/77 et B/77 qui prévoient une augmentation et une diversification considérable en comparaison aux listes de l'année passée, surtout sur les produits, les équipements et les installations industrielles, ainsi que sur les produits agricoles.

Les listes ci-haut mentionnées, qui sont valables du 1er janvier au 31 décembre 1977, font partie intégrante à l'Accord Commercial à long terme du 28 février 1975.

Si la Commission Mixte prévue par l'article 12 de l'Accord Commercial à long terme précité ne se réunit pas pour établir des listes nouvelles, les listes A/77 et B/77 seront automatiquement renouvelées pour une nouvelle période annuelle et ainsi de suite.

Fait à SOFIA, le 31 Juin 1977, en double exemplaire en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Hellenique (Υπογραφή)	Pour le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie (Υπογραφή)
--	---

LISTE A/77

Exportations Bulgares Vers la Grèce pour l'année 1977.

No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US \$
1.	Différentes machines industrielles, de construction, pour usiner les métaux, agricoles et autres	1.500
2.	Chariots électriques, chariots à moteur Diesel, palans électriques et autres engins de transport et de manutention, grues et pièces de rechange	1.500
3.	Camions-poids lourds, moteurs Diesel, motocycles, vélomoteurs, accumulateurs pour motocycles et automobiles et pièces de rechange	1.000 P.A.
4.	Installations industrielles complètes	1.000 P.A.
5.	Machines et installations complètes pour mécanisation de dépôts et transport dans les ateliers des usines	1.000 P.A.
6.	Computers et éléments électroniques	700 P.A.
7.	Calculateurs et machines à écrire	100
8.	Machines pour photo-copie, compteurs électriques, ampèremètres, voltmètres, manomètres, balances, relais, valves, mécanismes électriques et pneumatiques et autres	300

No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US \$
9.	Equipements électro-industriels, appareils à haute et à basse tension, matériel électrique d'installation et d'isolement, appareils médicaux, moteurs électriques au dessus de 501 cv et autres	750
10.	Transformateurs au dessus de 1.600 KVA	2.000
11.	Isolateurs	1.000
12.	Appareils de télécommunications, centrales automatiques, matériaux et autres	500 P.A.
13.	Dispositifs pour chauffage à haute fréquence de plastiques, chauffage d'induction avec ultra son	100
14.	Instruments manuels électriques	100
15.	Appareils électroménagers, corps lumineux industriels et pour le transport et autres	100
16.	Appareils de ciné-projection	30
17.	Wagons	P.M
18.	Produits sidérurgiques, y compris fil machine, cornières en fer, tôles épaisses et coils, tubes avec et sans soudure, tôles en fer pour constructions navales et autres	12.500
19.	Billetes	50.000 tonnes
20.	Ferrailles (déchets en acier)	6.000
21.	Fil de fer	800
22.	Zinc	2.000
23.	Engrais azotés et autres engrais, y compris urée	7.000
24.	Produits chimiques, soude calcinée, ammoniac, colle de carbamide, bisulfure de carbone, soude caustique, bicarbonate de soude, bicarbonate d'ammonium, carbide de calcium, nitrate de soude, zineb, insecticides, couleurs, vernis et autres	5.000 P.A.
25.	Plastiques, articles en plastique, caoutchouc synthétique, pneumatiques pour poids lourds et chariots électriques, «water glass», borax, minium de plomb et autres	600
26.	Différents produits pétrochimiques, y compris asphalte	1.000 P.A.
27.	Produits pétroliers, y compris gaz liquéfié	3.000 P.A.
28.	Huiles pour transformateurs	600
29.	Fibres synthétiques et artificielles	500
30.	Acryl Nitryle	4.000
31.	Produits pharmaceutiques et médicaments, y compris matériel de pansement, produits vétérinaires et d'immunisations biologiques et autres	500
32.	Parfumerie et cosmétique	200
33.	Huiles essentielles et produits aromatiques	50
34.	Matières premières pour détergents	20
35.	Bois de construction et bois pour pâte à papier	9.000 P.A.
36.	Sable de quartz, chamotte et autres	500 P.A.
37.	Tissus de coton	400

No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US \$	No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US \$
38.	Autres textiles	300	17.	Tissus synthétiques, articles en filets de nylon, rideaux, articles en caoutchouc hygiéniques et autres	500
39.	Bourres de lin, articles de lin et chanvre, déchets de textile de coton et de laine	10	18.	Chaussures pour hommes et pour dames	1.000
40.	Articles en verre, y compris bouteilles	300 P.A.	19.	Articles d'habillement, sous-vêtements, tricotage, accessoires de vêtements	300 P.A.
41.	Porcelaine sanitaire, de ménage et autres	200	20.	Articles de sport et jouets	50
42.	Laine de verre	100	21.	Lames à raser	800
43.	Céramique, pyrogravure, objets menus en bois, corps lumineux, bougies décoratives, jouets, jouets pour arbre de Noël et autres	100 P.A.	22.	Appareils électroménagers, cuisinières, radiateurs, cuisinières en butan-gaz, poêles et autres	1.500
44.	Articles de sport, de chasse, de pêche-accessoires, y compris poudre de chasse à l'exception de fusils de chasse	50	23.	Produits sidérurgiques, y compris tôles minces, tôles laminées à froid et autres	4.000 P.A.
45.	Détonateurs, mèches et autres	50	24.	Fer blanc	4.000 P.A.
46.	Articles de bureau, livres, périodiques, cartes postales et autres	10	25.	Récipients lithographiés de fer blanc, boîtes pour fromages, conserves et autres emballages	2.500 P.A.
47.	Disques de phonographe	10	26.	Tubes en acier	500 P.A.
48.	Films	20	27.	Câbles électriques	3.000
49.	Bétail vivant, viande, produits de viande, gibier, volaille congelée et réfrigérée et autres	5.000 P.A.	28.	Cordes en acier	3.000
50.	Oeufs	P.M.	29.	Articles en aluminium, y compris feuilles d'aluminium	3.000 P.A.
51.	Produits laitiers, y compris fromages	P.M.	30.	Minerais et concentrés de minerais	3.000
52.	Conserves de viande, conserves de viande avec légumes, conserves de poissons et autres	2.000 P.A.	31.	Bauxite	1.000
53.	Graines de semence, aliments fourragers complexes et d'oléagineux, houblon, arbres fruitiers, racines de roses et autres	200	32.	Peaux brutes d'agneaux et de chèvres	1.500
54.	Différentes plantes médicinales	50	33.	Coton 8.000 tonnes	100
55.	Alcool	50	34.	Poil de chèvre	P.M.
56.	Spiritueux	50	35.	Déchets de peaux	1.000
57.	Huile de tournesol	P.M.	36.	Colophane	3.000
58.	Pommes de terre	P.M.	37.	Préparations pour la protection des plantes	1.500
59.	Divers	600	38.	Pneus d'automobiles	1.000
			39.	Produits chimiques, y compris sulfate d'ammonium	P.M.
			40.	Engrais superphosphatés	P.M.
			41.	Valonnée et extrait de valonnée	P.M.
			42.	Diverses espèces de papier	P.M.
			43.	Polystyrène, polypropylène et fibres synthétiques	500
			44.	Articles en plastique, y compris tubes flexibles	1.000
			45.	Produits pharmaceutiques, y compris coton hydrophile, bandages et autres	500 P.A.
			46.	Articles en amiante - ciment (tubes, tuyaux, plaques et autres)	3.000 P.A.
			47.	Huiles essentielles	50
			48.	Liquide d'éthyle	300
			49.	Eponges	20
			50.	Pierre à aiguiser, meules au éméri, abrasifs et éméri en poudre	20
			51.	Articles de bureau et publications	200
			52.	Parfumerie, y compris savons de toilette, etc.	300
			53.	Peintures et couleurs, encre d'imprimerie, vernis et autres	1.000
			54.	Articles sanitaires de bain, carreaux de revêtement et autres	1.000 P.A.
			55.	Disques de phonographe	50
			56.	Films	20
			57.	Articles d'artisanat	100
			58.	Tourteaux	P.M.
			59.	Graines de sésame, de tournesol, de coton et autres	P.M.

LISTE B/77.

Exportations Helleniques vers la Bulgarie pour l'année 1977.

No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US \$	No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US \$
1.	Agrumes	4.500	47.	Huiles essentielles	50
2.	Cédrats 10.000 tonnes	100	48.	Liquide d'éthyle	300
2α.	Pêches fraîches 6.000 tonnes		49.	Eponges	20
3.	Olives		50.	Pierre à aiguiser, meules au éméri, abrasifs et éméri en poudre	20
4.	Fruits secs (figues, raisin sec)	1.000	51.	Articles de bureau et publications	200
5.	Huile d'olives	500	52.	Parfumerie, y compris savons de toilette, etc.	300
6.	Jus, sirops et concentrés d'agrumes	1.000	53.	Peintures et couleurs, encre d'imprimerie, vernis et autres	1.000
7.	Vins et spiritueux	2.000	54.	Articles sanitaires de bain, carreaux de revêtement et autres	1.000 P.A.
8.	Feuilles de laurier	P.M.	55.	Disques de phonographe	50
9.	Mastic	60	56.	Films	20
10.	Poissons frais, salés, congelés et en conserves	500 P.A.	57.	Articles d'artisanat	100
11.	Mélasse	P.M.	58.	Tourteaux	P.M.
12.	Riz	P.M.	59.	Graines de sésame, de tournesol, de coton et autres	P.M.
13.	Levure	50			
14.	Boyaux	200			
15.	Tissus de coton	1.000			
16.	Tissus de laine	300			

No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US \$
60. Sel marin		P.M.
61. Placage de noyer		P.M.
62. Tarama		P.M.
63. Ciment		P.M.
64. Machines et équipement pour l'industrie vinicole et oléicole		500
65. Machines et équipement pour la boulangerie et la pâtisserie		500
66. Machines et outils agricoles		500
67. Outillage à main		300
68. Magnésite calcinée		500
69. Briques réfractaires		300
70. Articles de ménage en acier]		400
71. Petits bateaux et canots de sport et de loisirs en plastique		500
72. Moteurs électriques jusqu'à 500 CV		200
73. Moteurs Diesel jusqu'à 500 CV		200
74. Transformateurs jusqu'à 1.600 KWH		200
75. Divers		600

AIDE MEMOIRE

Le Délégation Hellénique, se référant au Protocole annexé à l'Accord Commercial à long terme entre la Grèce et la Bulgarie, signé en date de ce jour, et particulièrement au contingent repris à la Liste A/77 «Bétail vivant, viande, produits de viande, gibier, volaille - congelée et réfrigérée et autres», Dollars USA 5.000.000 P.A. a déclaré que sous les conditions prévalant actuellement dans le marché grec, l'importation du bétail et de la viande est effectuée sur la base des contingents globaux accordés selon la situation du marché local.

Par conséquent, le contingent susmentionné pourrait être exécuté dans le cadre de la procédure précitée.

La Délégation Hellénique a aussi déclaré que les autorités helléniques compétentes ne manqueront pas d'informer les autorités bulgares, en temps utile, sur les contingents ouverts.

La Délégation Bulgare a pris note de la déclaration hellénique citée ci-dessus.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Είς την 'Εμπορικὴν Μακροπρόθεσμον Συμφωνίαν τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1975 μεταξύ τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.

Συμφώνως πρὸς τὸ ἀρθρον 3 τῆς 'Εμπορικῆς Μακροπρόθεσμου Συμφωνίας τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1975, ἐμπορικαὶ διαπραγματεύσεις μεταξύ τῶν Κυβερνητικῶν 'Αντιπροσωπειῶν τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας ἔλαβον χώραν ἀπὸ 15ης Μαΐου ἕως 3 'Ιουνίου 1977 εἰς Σόφειαν.

Αἱ δύο 'Αντιπροσωπεῖαι ἀφοῦ ἐξήτασαν λεπτομερῶς τὴν ἀνάπτυξιν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν διὰ τὸ ἔτος 1976, ὡς καὶ τὰς σχετικὰς προοπτικὰς, ἀνέφερον μὲ ἱκανοποιήσιν τὴν σημαντικὴν πρόοδον τὴν ἐπιτευχθεῖσαν εἰς τὸν τομέα τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν μεταξύ τῶν δύο Χωρῶν. Ὑπεγράμμισαν ἐπίσης τὴν πρόθεσιν των νὰ συμβάλλουν εἰς τὴν πλέον ἐκτεταμένην καὶ πλέον ἰσορροπημένην ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν σχέσεων μεταξύ τῶν δύο Χωρῶν.

Πρὸς τοῦτο, αἱ δύο 'Αντιπροσωπεῖαι συνέταξαν τοὺς πίνακας ἐμπορευμάτων A/77 καὶ B/77 οἱ ὅποιοι προβλέπουν σημαντικὴν αὐξήσιν καὶ διαφοροποίησιν ἐν συγκρίσει πρὸς τοὺς πίνακας τοῦ παρελθόντος ἔτους, ἰδίως διὰ βιομηχανικὰ προϊόντα, ἐξοπλισμὸν καὶ ἐγκαταστάσεις, ὡς καὶ διὰ τὰ γεωργικὰ προϊόντα.

Οἱ ἀνωτέρω ἀναφερθέντες πίνακες οἱ ὅποιοι ἰσχύουν ἀπὸ 1ης 'Ιανουαρίου ἕως 31ης Δεκεμβρίου 1977, ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον τμήμα τῆς Μακροπρόθεσμου 'Εμπορικῆς Συμφωνίας τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1975.

'Εὰν ἡ Μικτὴ 'Επιτροπὴ, ἡ προβλεπομένη ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 12 τῆς ἀνωτέρω ἀναφερθείσης Μακροπρόθεσμου 'Εμπορικῆς Συμφωνίας δὲν συνέλθῃ διὰ νὰ συντάξῃ νέους πίνακας, οἱ πίνακες A/77 καὶ B/77, ἀνανεοῦνται αὐτομάτως διὰ νέαν χρονικὴν περίοδον ἐνὸς ἔτους καὶ οὕτω καθ' ἐξῆς.

'Εγένετο ἐν ΣΟΦΙΑ, τῇ 3ῃ 'Ιουνίου 1977 εἰς δύο ἀντίτυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἑλλάδος Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας
'Υπογραφή

ΠΙΝΑΞ A/77

Βουλγαρικαὶ 'Εξαγωγαὶ πρὸς τὴν Ἑλλάδα διὰ τὸ ἔτος 1977

A/A	Περιγραφή 'Εμπορεύματος	'Αξία εἰς Χιλ. \$ USA
1.	Διάφορα μηχανήματα βιομηχανικά, κατασκευῆς διὰ τὴν βιομηχανικὴν ἐπεξεργασίαν τῶν μετάλλων, γεωργικὰ καὶ ἄλλα	1.500
2.	'Ηλεκτρικὰ φορτηγὰ ἀμάξια, φορτηγὰ ἀμάξια μετὰ κινητήρος DIESEL, ἤλεκτρικὰ πολύσπαστα καὶ λοιπὰ μηχανήματα μεταφορᾶς καὶ χειρισμοῦ, γερανοὶ καὶ ἀνταλλακτικὰ	1.500
3.	Βαρέα φορτηγὰ αὐτοκίνητα, κινητήρες DIESEL, μοτοποδήλατα, αὐτοκίνητα ποδήλατα ἤλεκτρικοὶ συμπυκνωταὶ δι' αὐτοκίνητα, ποδήλατα καὶ αὐτοκίνητα καὶ ἀνταλλακτικὰ	1.000 P.A.
4.	Πλήρεις βιομηχανικαὶ ἐγκαταστάσεις	1.000 P.A.
5.	Μηχαναὶ καὶ ἐγκαταστάσεις πλήρεις διὰ μηχανοποίησιν ἀποθηκῶν καὶ μεταφορὰν εἰς τὰ ἐργαστήρια τῶν ἐργοστασίων	1.000 P.A.
6.	'Ηλεκτρονικοὶ ὑπολογισταὶ καὶ ἤλεκτρονικὰ στοιχεῖα	700 P.A.
7.	'Υπολογιστικαὶ μηχαναὶ καὶ γραφομηχαναὶ	100
8.	Φωτοαντιγραφικὰ μηχανήματα, ἤλεκτρονικοὶ ὑπολογισταὶ ἀμπερόμετρα, βολτόμετρα, μανόμετρα, ζυγοί, ἤλεκτρονόμοι βαλβίδες, ἤλεκτρικοὶ μηχανισμοί, ἀεραντλία καὶ ἄλλα	300
9.	'Ηλεκτροβιομηχανικοὶ ἐξοπλισμοί, ὄργανα ὑψηλῆς καὶ χαμηλῆς τάσεως, ἤλεκτρικὸν ὕλικὸν ἐγκαταστάσεως καὶ μονώσεως, ἱατρικὰ ὄργανα, ἤλεκτρικὰ μοτέρ ἄνω τῶν 501 CV καὶ λοιπὰ	750
10.	Μετασχηματισταὶ ἄνω τῶν 1.600 KWA	2.000
11.	Μονωτήρες	1.000
12.	Τηλεπικοινωνιακαὶ συσκευαί, αὐτόματα κέντρα, ὕλικά καὶ ἄλλα	500 P.A.
13.	Ὅργανα διὰ θέρμανσιν ὑψηλῆς συχνότητος πλαστικῶν, θέρμανσις ἐπαγωγῆς μὲ ὑπερήχους	100
14.	Ὅργανα χειροκίνητα ἤλεκτρικὰ	100
15.	'Ηλεκτρικαὶ οἰκιακαὶ συσκευαί, φωτεινὰ βιομηχανικὰ σώματα καὶ διὰ τὴν μεταφορὰν καὶ λοιπὰ	100

A/A	Περιγραφή 'Εμπορεύματος	'Αξία εις Χιλ. \$ USA	α/α	Περιγραφή 'Εμπορεύματος	'Αξία εις χιλ. \$ USA
16.	*Όργανα κινηματογραφικής προβολής	30	49.	Ζώντα ζώα κρέας, προϊόντα κρέατος, κυνήγιον, πουλερικά κατεψυγμένα και υπό ψύξιν κ.κ.	5.000 P.A.
17.	Βαγόνια	P.M.	50.	Αύγα	P.M.
18.	Σιδηρουργικά προϊόντα, συμπεριλαμβανομένων χονδρού σύρματος FILS MACHINE, σιδηρογωνίαι, παχείαι λαμαρίναι (coils) σωλήνες μετά συγκολλήσεως και άνευ συγκολλήσεως έλάσματα σιδήρου διά κατασκευάς πλοίων και λοιπών	12.500	51.	Γαλακτοκομικά προϊόντα, συμπεριλαμβανομένων τών τυριών	P.M.
19.	Μπιγιέτες 50.000 τόν.		52.	Κονσέρβες κρέατος, κονσέρβες ψαριών κ.λ.π.	2.000 P.A.
20.	Παλιοσίδηρα (άπορρίμματα χάλυβος)	6.000	53.	Σπόροι διά σποράν χαρτονομή και έλαιόσπορος λυκίσκος όπωροφόρα δένδρα, ρίζαι τριανταφυλλιών και άλλα	200
21.	Σιδηρούν σύρμα	800	54.	Διάφορα φαρμακευτικά φυτά	50
22.	Ψευδάργυρος	2.000	55.	Οινόπνευμα	50
23.	'Αζωτοϋχα λιπάσματα και λοιπά λιπάσματα συμπεριλαμβανομένης τής ούρίας	7.000	56.	Οίνοπνευματώδη ποτά	50
24.	Χημικά προϊόντα, πεφρυγμένη σόδα, άμμωνία, κόλλα ούρίας (καρβαμιδίου), διθειούχος άνθραξ, καυστική σόδα, διττανθρακικόν νάτριον, διττανθρακικόν άμμώνιον, καρβίδιον άσβεστίου, νιτρικόν άλλας σόδας, ZINEB, έντομοκτόνα, χρώματα, βερνίκια και λοιπά	5.000 P.A.	57.	*Έλαιον ήλιοσπόρου	P.M.
25.	Πλαστικά, είδη εκ πλαστικών ύλδων, καουτσούκ συνθετικών έλαστικά διά φορτηγά αύτοκίνητα και ήλεκτρικά άμαξίδια «WATER GLASS», βόραξ μίνιον μολύβδου και λοιπά	600	58.	Γεώμηλα	P.M.
26.	Διάφορα πετροχημικά προϊόντα, συμπεριλαμβανομένης τής άσφάλτου	1.000 P.A.	59.	Διάφορα	600
27.	Προϊόντα πετρελαίου, συμπεριλαμβανομένου τοϋ ύγροποιημένου άερίου	3.000 P.A.	ΚΑΤΑΣΤΑΣΙΣ Β/77		'Ελληνικά 'Εξαγωγαι πρδς τήν Βουλγαρίαν διά τδ έτος 1977
28.	*Έλαια διά μετασχηματιστάς	600			
29.	Συνθετικά και Τεχνητά 'Ιναι	500	1.	'Εσπεριδοειδή	4.500
30.	ACRYL NITRYLE	4.000	2.	Κίτρα	100
31.	Φαρμακευτικά προϊόντα και φάρμακα, συμπεριλαμβανομένου τοϋ ύλικοϋ έπιδέσμων, προϊόντα κτηνιατρικά και άνοσοποιητικά, βιολογικά κ.λ.π.	500	2α.	Νωπά ροδάκινα 10.000 τόν.	
32.	'Αρωματοποίτα και καλλυντικά	200	3.	'Ελαΐαι 6.000 τόν.	
33.	Αιθέρια Έλαια και άρωματικά προϊόντα	50	4.	Ξηροί καρποί (σύκα, σταφίδες)	1.000
34.	Πρώται ύλαι δι' άπορρυπαντικά	20	5.	'Ελαιόλαδον	500
35.	Οίκοδομική ξυλεία και ξυλεία διά πολτόν χάρτου	9.000 P.A.	6.	Χυμοί, σιρόπια και χυμοί έσπεριδοειδών	1.000
36.	Χαλαζιακή άμμος, CHAMOTTE κλπ.	500 P.A.	7.	Οίνοι και οίνοπνευματώδη ποτά	2.000
37.	Βαμβακερά ύφάσματα	400	8.	Φύλλα δάφνης	P.M.
38.	Λοιπά ύφαντουργικά	300	9.	Μαστίχα	60
39.	Πιλήματα λινού, είδη εκ λινού και εκ καννάβας, άπορρίμματα ύφαντουργίας εκ βάμβακος και μαλλιού	10	10.	'Ιχθύες νωποί, παστά, κατεψυγμένα και εις κονσέρβας	500 P.A.
40.	Είδη έξ' ύάλου, συμπεριλαμβανομένων τών φιαλών	300 P.A.	11.	Μέλασσα	P.M.
41.	Είδη ύγιεινής εκ πορσελάνης, είδη εκ πορσελάνης οικιακά και λοιπά	200	12.	Ρύζι	P.M.
42.	'Υαλοβάμβαξ	100	13.	Ζύμη	50
43.	Κεραμικά, πυρογραφίαι, μικρά άντικείμενα εκ ξύλου, φωτιστικά σώματα, διακοσμητικά κηρία, παιχνίδια, παιχνίδια διά τδ Δένδρον τών Χριστουγέννων και λοιπά	100 P.A.	14.	Δερμάτινοι σωλήνες άντλίας	200
44.	Είδη άθλητισμοϋ κυνηγίου έξαρτημάτων άλυσιας συμπεριλαμβανομένης πυρίτιδος κυνηγίου έξαιρουμένων τών κυνηγετικών όπλων	50	15.	Βαμβακερά ύφάσματα	1.000
45.	Πυροκροτικά, θρυαλίδες	50	16.	Μάλλινα ύφάσματα	300
46.	Είδη γραφείου, βιβλία, περιοδικά, ταχυδρομικά κάρται και λοιπά	10	17.	Συνθετικά ύφάσματα, είδη εις δίχτυ νάυλον, κουρτίνες, είδη ύγιεινής εις καουτσούκ και άλλα	500
47.	Δίσκοι φωνογράφου	10	18.	'Ανδρικά και γυναικεία ύποδήματα	1.000
48.	Κινηματογραφικά ταινία	20	19.	Είδη ένδύσεως, έσώρουχα, πλεκτά, έξαρτήματα ένδυμάτων	300 P.A.
			20.	Είδη σπόρ και παιχνίδια	50
			21.	Ευριστικά λεπίδια	800
			22.	'Ηλεκτρικά οικιακά συσκευαί, ήλεκτρικά και κουζίται, σώματα καλοριφέρ, κουζί-νες ύγραερίου, θερμάστραι και άλλα	1.500
			23.	Σιδηρουργικά προϊόντα συμπεριλαμβανομένων τών λεπτόν σιδηροφύλλων, σιδηροφύλλων ψυχρής έξελάσεως κ.λ.π.	4.000 P.A.
			24.	Λευκοσίδηρος	4.000 P.A.
			25.	Λιθογραφημένα δοχεία εκ λευκοσιδήρου, κυτία διά τυριά, κονσέρβες και λοιπαί συσκευασίαι	2.500 P.A.
			26.	Χαλύβδινοι σωλήνες	500 P.A.
			27.	'Ηλεκτρικά καλώδια	3.000
			28.	Σχοινία εκ χάλυβος	3.000
			29.	Είδη έξ' άλουμινίου, συμπεριλαμβανομένων τών φύλλων άλουμινίου	3.000 P.A.
			30.	Μεταλλεύματα και έμπλουτίσματα μεταλλευμάτων	3.000
			31.	Βωξίτης	1.000
			32.	'Ακατέργαστα δέρματα προβάτων και αιγών	1.500

κ/α	Περιγραφή Έμπορεύματος	Αξία εις χιλ. \$ USA
33.	Βάμβαξ 8.000 τόν.	
34.	Έριον αίγιων	100
35.	Απορρίμματα δερμάτων	P.M.
36.	Κολοφώνιον	1.000
37.	Παρασκευάσματα διά την προστασίαν των φυτών	3.000
38.	Ελαστικά αυτοκινήτων	1.500
39.	Χημικά προϊόντα, συμπεριλαμβανομένου του θειικού αμμωνίου	1.000
40.	Λιπάσματα υπερφωσφορικά	P.M.
41.	Βαλανίδια και έγκυλίσματα βαλανιδίων	P.M.
42.	Διάφορα είδη χάρτου	P.M.
43.	Πολυστυρένιον, πολυπροπυλαίνιον και συνθετικά ίναι	500
44.	Είδη εκ πλαστικού, συμπεριλαμβανομέ- νων των πλαστικών σωλήνων	1.000
45.	Φαρμακευτικά προϊόντα συμπεριλαμβα- νομένου του υδροφίλου βάμβακος, των επιδέσμων και άλλων	500 P.A.
46.	Είδη εξ άμιάντου-σιμέντου (σωλήνες, πλάκες και άλλα)	3.000 P.A.
47.	Αιθέρια έλαια	50
48.	Υγρόν αιθυλίου	300
49.	Σπόγγοι	20
50.	Λίθοι άκονίσματος, τροχοί δι' άκόνισμα εκ σμυρίδος, σμύρις εις κόνιν	20
51.	Είδη γραφείου και δημοσιεύσεις	200
52.	Είδη άρώματωποιίας συμπεριλαμβανο- μένων των σαπώνων τουαλέττας κ.λ.π.	300
53.	Βαφαί και χρώματα μελάνη τύπου, βερνίκια και λοιπά	1.000
54.	Είδη ύγιεινής, μπάνιου, πλακίδια έπενδύ- σεως κ.λ.π.	1.000 P.A.
55.	Δίσκοι φωνογράφου	50
56.	Φίλμ	20
57.	Είδη χειροτεχνίας	100
58.	Πλακούντες	P.M.
59.	Σπόροι σιτάμης, ήλιοτροπίου, βάμβακος κ.λ.π.	P.M.
60.	Θαλάσσιον άλας	P.M.
61.	Καπλαμάς καρυδιάς	P.M.
62.	Ταραμάς	P.M.
63.	Τσιμέντο	P.M.
64.	Μηχαναί και εξοπλισμός διά την βιομη- χανίαν οίνου και ελαίου	500
65.	Μηχαναί και εξοπλισμός διά την άρτο- ποιίαν και την ζαχαροπλαστικήν	500
66.	Μηχανήματα και εργαλεία γεωργικά	500
67.	Χειρονακτικά εργαλεία	300
68.	Πεφρυγμένη μαγνησία	500
69.	Πυρίμαχοι πλίνθοι	300
70.	Είδη οικιακά εκ χάλυβος	400
71.	Μικρά πλοίαρια και κανώ δια σπόρ και ψυχαγωγία εκ πλαστικού	500
72.	Ηλεκτρικοί κινητήρες έως 300 CV	200
73.	Μοτέρ Ν-τζελ έως 500 CV	200
74.	Μετασχηματιστάς έως 1600 KWH	200
75.	Διάφορα	600

ΥΠΟΜΝΗΜΑ

Η Έλληνική Αντιπροσωπεία, αναφερομένη εις το Πρωτόκολλον τό επισυναπτόμενον εις την Μακροπρόθεσμον Έμπορικήν Συμφωνίαν μεταξύ της Ελλάδος και της Βουλγαρίας, υπογραφέν σήμερον και ιδιαιτέρως εις την προσόστωσιν του πίνακος Α/77 «Ζώντα ζώα, κρέας, προϊόντα κρέατος, κυνήγιον, κατεψυγμένα πουλερικά και υπό ψύξιν», Δολ. ΗΠΑ 5.000.000 P.A., έδήλωσεν ότι συμφώνως πρός

τούς νυν ισχύοντας όρους εις την Έλληνικήν αγοράν, ή εισαγωγή ζώντων ζώων και κρέατος, πραγματοποιείται βάσει συνολικών ποσοστώσεων χορηγουμένων συμφώνως πρός την κατάστασιν της Έλληνικής αγοράς.

Επομένως, ή άνωτέρω αναφερομένη ποσόστωσις θα πραγματοποιηται εντός των πλαισίων της άνωτέρω διαδικασίας.

Η Έλληνική Αντιπροσωπεία έδήλωσεν επίσης ότι αι αρμόδια Έλληνικά Αρχαί δέν θα παραλείψουν νά ένημερώσουν τας Βουλγαρικές Αρχάς, έν εϋθέτω χρόνω επί των χορηγουμένων ποσοστώσεων.

Η Βουλγαρική Αντιπροσωπεία έλαβεν υπό σημείωσιν την άνωτέρω Έλληνικήν δήλωσιν.

Αρθρον δεύτερον.

Τα εις εκτέλεσιν της έν Σόφια την 28ην Φεβρουαρίου 1975 υπογραφείσης Μακροπρόθεσμου Έμπορικης Συμφωνίας Ελλάδος-Βουλγαρίας κυρωθείσης διά του Ν. 311/1976 υπερί κυρώσεως των έν Σόφια την 28ην Φεβρουαρίου 1975 υπογραφεισών μεταξύ της Ελλάδος και της Βουλγαρίας : 1. Μακροπρόθεσμου Έμπορικης Συμφωνίας, 2. Συμφωνίας Πληρωμών και 3. Πρωτοκόλλου εις την από 28.2. 1975 Μακροπρόθεσμον Έμπορικήν Συμφωνίαν καταρτιζόμενα υπό της Μικτής Έπιτροπής του άρθρου 12 αυτής Πρωτόκολλα έτησίως ισχύος επί των έκατέρωθεν άνταλλακτέων έμπορευμάτων, εγκρίνονται διά κοινής πράξεως των αρμοδίων Υπουργών Έξωτερικών και Έμπορίου.

Αρθρον τρίτον.

Η ισχύς του παρόντος άρχεται από της δημοσιεύσεώς του διά της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως.

Ο παρών νόμος ψηφισθείς υπό της Βουλής και παρ' Ημών σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διά της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως και εκτελεσθήτω ως νόμος του Κράτους.

Εν Αθήναις τη 14 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ,

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΕΜΠΟΡΙΟΥ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ ΓΕΩΡΓ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ

Έθεωρήθη και έτέθη ή μεγάλη του Κράτους σφραγίς.

Εν Αθήναις τη 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 843

Περί κυρώσεως της έν Αθήναις την 8ην Απριλίου 1976 υπογραφείσης, μεταξύ της Κυβερνήσεως της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Δημοκρατίας της Μάλτας, Μορφωτικής Συμφωνίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Υψιστάμενοι όμοφώνως μετά της Βουλής, άπεφασίσαμεν:

Αρθρον πρώτον.

Κυρούται και έχει ισχύν Νόμου ή έν Αθήναις την 8ην Απριλίου 1976 υπογραφείσα μεταξύ της Κυβερνήσεως της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Δημοκρατίας της Μάλτας, Μορφωτική Συμφωνία της οποίας τό κείμενον έν πρωτοτύπω εις την Αγγλικήν γλώσσαν και έν μεταφράσει εις την Έλληνικήν έχει ως έπεται:

CULTURAL AGREEMENT BETWEEN

The Government of the Hellenic Republic
and

The Government of the Republic of Malta

The Government of the Hellenic Republic and the
Government of the Republic of Malta.

- considering the close and friendly relations existing
between the two countries and the bonds of civilization
and culture which associate them in the historical deve-
lopment of the Mediterranean;

- wishing to promote more intense collaboration in
the fields of culture, art, science, tourism, mass media
and sports in order to strengthen the ties of mutual frien-
dship;

- being conscious of the importance of mutual cultu-
ral contributions,

have agreed as follows :

Article 1

Each Contracting Party shall encourage the study of
the literature, art, science and civilization of the other
Party and facilitate in the widest possible manner the
cultural, scientific and technical co-operation between
the two countries,

Article 2

Each Contracting Party shall facilitate the admission
of the nationals of the other Party to its universities and
institutions of higher learning and allow them to follow
on its territory, in accordance with the laws and regula-
tions in force, all professional training, studies and re-
search.

Article 3

The Contracting Parties shall endeavour to include in
their educational and teaching programmes ideas which
will foster a better knowledge of the respective coun-
tries.

Article 4

The Contracting Parties have agreed that the equiva-
lence of degrees and diplomas awarded by educational
institutions will be examined:

- in the Republic of Malta within the limits laid down
by its laws and regulations in force. In the Hellenic Re-
public by the Institutions of Higher Learning which have
the exclusive jurisdiction to formulate, according to
each case and speciality, the conditions for the recogni-
tion of the diplomas.

Article 5

Each Contracting Party shall, to the extent possible,
make available to the other Party scholarships for tea-
ching and further training of nationals in those fields to
be determined by common agreement.

Article 6

The Contracting Parties shall facilitate the exchange
of students, trainees, teachers, research workers, ex-
perts, lecturers and other personnel exercising an acti-
vity in the fields referred to in Article 1.

Article 7

In accordance with its laws and regulations, each Con-
tracting Party shall facilitate the access of experts, uni-
versity students, research workers and teachers of the
other Party to its libraries, archives, museums, research
laboratories and cultural organisations.

Article 8

The Contracting Parties shall encourage co-operation
between their museums, libraries, archives and other cul-
tural institutions, as well as the exchange of cultural and
artistic programmes between their respective Radio and
Television Organisations.

They shall also facilitate the exchange and the circu-
lation of brochures, periodicals of a literary, artistic,
scientific or technical nature, as well as music recordings
and films of educational interest concerning their coun-
tries.

Article 9

Each of the Contracting Parties shall encourage the
organisation on its territory of artistic and scientific ex-
hibitions, concerts, theatrical and folkloristic perfor-
mances.

The Contracting Parties shall also facilitate close co-
operation and exchanges between artistic groups, youth
movements and social organisations.

Article 10

The Contracting Parties shall encourage:

1) the participation of their representatives in inter-
national sport events, competitions and meetings held
by the other Party;

2) the co-operation of sport associations in their res-
pective countries;

3) contacts of their national tourist organisations in
order to increase the flow of tourists between the two
countries.

Article 11

For the purpose of the application of this Agreement a
Joint Greek - Maltese Committee shall be set up which
will meet in plenary sessions once every two years, alter-
natively in Greece and in Malta as to elaborate the de-
tails of the programmes of co-operation as well as their
financial terms.

The Implementation of the provisions of the program-
mes elaborated by the Joint Committee shall take place
through the diplomatic channels of the two Parties.

All exchanges foreseen in this Agreement and in parti-
cular those of artists and artistic groups will be on a re-
ciprocal basis.

Article 12

This Agreement shall enter into force on the thirtieth
day counting from the date of the exchange of the ins-
truments of ratification which will take place in Rome.

Article 13

This Agreement is concluded for an indefinite period of
time.

It may be denounced by either Party by means of no-
tice of denunciation addressed to the other Party. In
such case the Agreement shall cease to be operative six
months from the date of the receipt of the notice of its
denunciation.

In witness whereof, the authorized Representatives
of the two Parties have signed the present Agreement
and provided it with appropriate seals.

Done in Athens on the 8th day of April 1976 in two
originals in the English language.

On Behalf of the
Government of the
Hellenic Republic

On Behalf of the
Government of the
Republic of Malta

ΜΟΡΦΩΤΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Μάλτας.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τῆς Μάλτας.

Λαμβάνουσαι ὑπ' ὄψιν τὰς ὑφισταμένας μεταξύ τῶν δύο χωρῶν στενὰ καὶ φιλικὰ σχέσεις, ὡς καὶ τοὺς πολιτιστικούς καὶ μορφωτικούς δεσμούς οἱ ὁποῖοι τὰς συνδέουν εἰς τὴν ἱστορικὴν ἀνάπτυξιν τῆς Μεσογείου.

Ἐπιθυμοῦσαι νὰ προαγάγουν ἐντονωτέραν συνεργασίαν εἰς τοὺς τομεῖς τῆς μορφώσεως, τέχνης, ἐπιστήμης, τουρισμοῦ, μέσων μαζικῆς ἐνημερώσεως καὶ ἀθλητισμοῦ, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς συφιγῆς τῶν δεσμῶν ἀμοιβαίας φιλίας.

Συναισθανόμεναι τὴν σημασίαν τῶν ἀμοιβαίων μορφωτικῶν συνεισφορῶν, συνεφώνησαν ὡς ἀκολούθως:

"Ἀρθρον 1.

Ἐκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἐνθαρρύνῃ τὴν μελέτην τῆς λογοτεχνίας, τέχνης, ἐπιστήμης καὶ πολιτισμοῦ, τοῦ ἐτέρου Μέρους καὶ θὰ διευκολύνῃ κατὰ τὸν εὐρύτερον δυνατὸν τρόπον τὴν μορφωτικὴν, ἐπιστημονικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν μεταξύ τῶν δύο χωρῶν.

"Ἀρθρον 2.

Ἐκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ διευκολύνῃ τὴν εἰσαγωγὴν τῶν ὑπάρχοντων τοῦ ἐτέρου Μέρους εἰς τὰ πανεπιστήμιά του καὶ τὰ ἱδρύματα ἀνωτέρας ἐκπαιδεύσεως καὶ θὰ τοὺς ἐπιτρέπῃ νὰ παρακολουθοῦν εἰς τὴν ἐπικράτειάν του, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύϊ νόμους καὶ διατάξεις, ὅλους τοὺς τομεῖς ἐπαγγελματικῆς ἐκπαιδεύσεως, σπουδῶν καὶ ἐρεῦνης.

"Ἀρθρον 3.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐπιδιώξουν νὰ συμπεριλάβουν εἰς τὰ ἐκπαιδευτικὰ καὶ διδακτικὰ προγράμματά των, ἰδέας αἱ ὁποῖαι θὰ βοηθήσουν εἰς τὴν καλλιτέραν γνῶσιν τῆς ἐτέρας χώρας.

"Ἀρθρον 4.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συνεφώνησαν ὅτι ἡ ἰσοτιμία τῶν πτυχίων καὶ διπλωμάτων τῶν ἀπονεμομένων ὑπὸ τῶν ἐκπαιδευτικῶν ἱδρυμάτων θὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον ἐξετάσεως:

Εἰς τὴν Δημοκρατίαν τῆς Μάλτας ἐντὸς τῶν καθοριζομένων ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύϊ Νόμων καὶ διατάξεων ὁρίων. Εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Δημοκρατίαν ὑπὸ τῶν Ἱδρυμάτων Ἀνωτέρας Ἐκπαιδεύσεως εἰς τὰ ὁποῖα ἀνήκει ἡ ἀποκλειστικὴ δικαιοδοσία διατυπώσεως, ἀναλόγως ἐκάστης περιπτώσεως καὶ εἰδικότητος, τῶν ὧν ἀναγνωρίσεως τῶν διπλωμάτων.

"Ἀρθρον 5.

Ἐκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ χορηγῇ, κατὰ τὸ δυνατόν, πρὸς τὸ ἕτερον Μέρος ὑποτροφίας διὰ τὴν διδασκαλίαν καὶ περαιτέρω ἐκπαίδευσιν τῶν ὑπάρχοντων τοῦ εἰς τοὺς καθορισθησομένους δι' ἀμοιβαίας συμφωνίας τομεῖς.

"Ἀρθρον 6.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ διευκολύνουν τὴν ἀνταλλαγὴν σπουδαστῶν, ἐκπαιδευομένων, διδασκάλων, ἐρευνητῶν, εἰδικῶν, ὑψηγῆτων καὶ ἄλλου προσωπικοῦ ἀσκούντος δραστηριότητα εἰς τοὺς ἀναφερομένους ἐν ἄρθρῳ 1 τομεῖς.

"Ἀρθρον 7.

Συμφώνως πρὸς τοὺς Νόμους καὶ διατάξεις του, ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ διευκολύνῃ τὴν εἴσοδον εἰδικῶν, φοιτητῶν πανεπιστημίων, ἐρευνητῶν καὶ διδασκάλων τοῦ ἐτέρου Μέρους, εἰς τὰς βιβλιοθήκας, ἀρχεῖα, μουσεῖα, ἐργαστήρια ἐρεῦνης καὶ μορφωτικὰς τοῦ ὁργανώσεως.

"Ἀρθρον 8.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐνθαρρύνουν τὴν συνεργασίαν μεταξύ τῶν μουσείων, βιβλιοθηκῶν, ἀρχείων καὶ ἄλλων

μορφωτικῶν ἱδρυμάτων, ὡς ἐπίσης τὴν ἀνταλλαγὴν μορφωτικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν προγραμμάτων μεταξύ τῶν ὁργανισμῶν ραδιοφωνίας καὶ τηλεοράσεως. Θὰ διευκολύνουν ἐπίσης τὴν ἀνταλλαγὴν καὶ κυκλοφορίαν φυλλαδίων, περιοδικῶν φιλολογικοῦ, καλλιτεχνικοῦ, ἐπιστημονικοῦ ἢ τεχνικοῦ περιεχομένου, ὡς ἐπίσης μουσικὰς ἐγγραφὰς καὶ ταινίας ἐκπαιδευτικοῦ ἐνδιαφέροντος αἱ ὁποῖαι ἀναφέρονται εἰς τὰς χώρας των.

"Ἀρθρον 9.

Ἐκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἐνθαρρύνῃ τὴν ὁργάνωσιν εἰς τὴν ἐπικράτειάν του, καλλιτεχνικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν ἐκθέσεων, συναυλιῶν, θεατρικῶν καὶ φολκλορικῶν παραστάσεων.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ διευκολύνουν ὡσαύτως τὴν στενὴν συνεργασίαν καὶ ἀνταλλαγὰς μεταξύ καλλιτεχνικῶν συγκροτημάτων, κινήσεων νεολαίας καὶ κοινωνικῶν ὁργανώσεων.

"Ἀρθρον 10.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐνθαρρύνουν:

1. Τὴν Συμμετοχὴν τῶν ἐκπροσώπων των εἰς διεθνεῖς ἀθλητικὰς ἐκδηλώσεις, ἀγωνίσματα καὶ συναντήσεις τὰς ὁποίας θὰ ὁργανώσῃ τὸ ἕτερον Μέρος.

2. Τὴν συνεργασίαν τῶν ἀθλητικῶν συλλόγων τῶν χωρῶν των.

3. Ἐπαφὰς τῶν ἐθνικῶν τουριστικῶν ὁργανισμῶν των πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς αὐξήσεως τοῦ τουριστικοῦ ρεύματος μεταξύ τῶν δύο χωρῶν.

"Ἀρθρον 11.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας θέλει συσταθῇ μία Μικτὴ Ἑλληνο - Μαλτέζικη Ἐπιτροπὴ, ἡ ὁποία θὰ συνέρχεται ἐν ὁλομελείᾳ, ἀνὰ διετίαν, ἐναλλακτικῶς ἐν Ἑλλάδι καὶ Μάλτα, πρὸς ἐπεξεργασίαν τῶν λεπτομερειῶν τῶν προγραμμάτων συνεργασίας καὶ τῶν οἰκονομικῶν τῶν ὧν.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῶν προγραμμάτων ἅτινα θὰ ἐπεξεργάζεται ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ λαμβάνῃ χώραν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ τῶν δύο Μερῶν.

Ἀπασαί αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν ἀνταλλαγὰς καὶ ἰδίᾳ αἱ ἀναφερόμεναι εἰς τοὺς καλλιτέχνους καὶ τὰ καλλιτεχνικὰ συγκροτήματα θὰ γίνωνται ἐπὶ βάσεως ἀμοιβαιότητος.

"Ἀρθρον 12.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὁργάνων ἐπικυρώσεως ἡ ὁποία θὰ λάβῃ χώραν ἐν Ρώμῃ.

"Ἀρθρον 13.

Ἡ παρούσα Συμφωνία συνάπτεται δι' ἀπεριόριστον χρονικὴν περίοδον. Αὕτη δύναται νὰ καταγγελθῇ ὑπὸ ἀμφοτέρων τῶν Μερῶν διὰ γνωστοποιήσεως τῆς καταγγελίας πρὸς τὸ ἕτερον Μέρος.

Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ἡ Συμφωνία θὰ παύσῃ νὰ ἰσχύῃ ἕξ μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς λήψεως τοῦ ἐγγράφου γνωστοποιήσεως τῆς καταγγελίας τῆς.

Εἰς πίστῳσιν, οἱ ἐξουσιοδοτημένοι Ἀντιπρόσωποι τῶν δύο Μερῶν ὑπέγραψαν τὴν παρούσαν Συμφωνίαν καὶ ἔθεσαν ἐπ' αὐτῆς τὰς σφραγίδας των.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις, τὴν 8ην Ἀπριλίου 1976 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν ἀγγλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
(Ἵπογραφή)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Δημοκρατίας τῆς Μάλτας
(Ἵπογραφή)

"Αρθρον δεύτερον.

Τὰ εἰς ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ ὑπὸ τῆς ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 11 αὐτῆς προβλεπομένης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς καταρτιζόμενα Πρωτόκολλα - Πρακτικά, ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς Πράξεως τῶν ἀρμοδίων Ὑπουργῶν.

"Αρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἀρchetαι ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ὑφιστάθῃς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιεύητω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθῇτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 18 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ	ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ	ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ
ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ	ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ
ΙΩΑΝ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ	ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΝΙΑΝΙΑΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(3)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 844

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Λονδίῳ τὴν 7ην Ἰουνίου 1968 ὑπογραφείσης Ἑυρωπαϊκῆς Συμβάσεως «περὶ καταργήσεως τῆς ἐπικυρώσεως τῶν ἐγγράφων συνταχθέντων ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἢ Προξενικῶν Πρακτόρων».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

"Αρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμος ἡ ἐν Λονδίῳ τὴν 7ην Ἰουνίου 1968 ὑπογραφείσα Ἑυρωπαϊκὴ Σύμβασις «περὶ καταργήσεως τῆς ἐπικυρώσεως τῶν ἐγγράφων συνταχθέντων ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἢ Προξενικῶν Πρακτόρων», τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσᾳ καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἑπεται:

Convention Européenne Relative a la Suppression de la Légalisation des Actes Etablis par les Agents Diplomatiques ou Consulaires.

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres ;

Considérant que les relations entre les Etats membres, ainsi qu'entre leurs agents diplomatiques ou consulaires, sont de plus en plus fondées sur une confiance réciproque ;

Considérant que la suppression de la légalisation rend à renforcer les liens entre les Etats membres en permettant l'utilisation de documents étrangers au même titre que ceux qui émanent des autorités nationales ;

Convaincus de la nécessité de supprimer l'exigence de la légalisation des actes établis par leurs agents diplomatiques ou consulaires,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

La légalisation, au sens de la présente Convention, ne recouvre que la formalité destinée à attester la véracité de la signature apposée sur un acte, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

Article 2

1. La présente Convention s'applique aux actes établis en leur qualité officielle par les agents diplomatiques ou consulaires d'une Partie Contractante exerçant leurs fonctions sur le territoire de tout Etat et qui doivent être produits :

a) sur le territoire d'une autre Partie Contractante, ou

b) devant des agents diplomatiques ou consulaires d'une autre Partie Contractante, exerçant leurs fonctions sur le territoire d'un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention.

2. Elle s'applique également aux déclarations officielles, telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signature, apposés par les agents diplomatiques ou consulaires sur des actes autres que ceux visés au paragraphe précédent.

Article 3

Chacune des Parties Contractantes dispense de légalisation les actes auxquels s'applique la présente Convention.

Article 4

1. Chacune des Parties Contractantes prendra les mesures nécessaires pour éviter que ses autorités ne procèdent à la légalisation dans les cas où la présente Convention en prescrit la suppression.

2. Elle assurera la vérification, en cas de nécessité, de l'origine des actes auxquels s'applique la présente Convention. Cette vérification ne donnera lieu au paiement d'aucune taxe ou frais quelconque et devra être opérée le plus rapidement possible.

Article 5

La présente Convention prévaudra, dans les relations entre les Parties Contractantes, sur les dispositions des traités, conventions ou accords qui soumettent ou soumettront à la légalisation la véracité de la signature des agents diplomatiques ou consulaires, la qualité en laquelle le signataire d'un acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou du timbre dont cet acte est revêtu.

Article 6

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 7

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 8

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont Elle assure les relations internationales ou pour lequel Elle est habilitée à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 9 de la présente Convention.

Article 9

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 10

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

- a) toute signature ;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion ;
- c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention ;
- d) toute déclaration reçue en application des dispositions de l'article 8 ;
- e) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 9 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisé à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Londres, le 7 juin 1968, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Ευρωπαϊκή Σύμβασις «περί καταργήσεως της επικυρώσεως των εγγράφων συνταχθέντων υπό των διπλωματικών ή προξενικών πρακτόρων».

Τὰ Κράτη μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης τὰ υπογράφαντα τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

Ἐχοντα ὑπ' ὄψει ὅτι σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ πραγματοποίησις στενωτέρας ἐνότητος μεταξύ των μελῶν του·

Ἐχοντα ὑπ' ὄψει ὅτι αἱ σχέσεις μεταξύ των Κρατῶν μελῶν ὡς καὶ μεταξύ των διπλωματῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων των στηρίζονται ἐπὶ μᾶλλον καὶ μᾶλλον ἐπὶ τῆς ἀμοιβαίας ἐμπιστοσύνης·

Ἐχοντα ὑπ' ὄψει ὅτι ἡ κατάργησις τῆς επικυρώσεως τείνει εἰς τὴν ἐνίσχυσιν των δεσμῶν μεταξύ των Κρατῶν μελῶν διὰ τῆς παροχῆς τῆς δυνατότητος χρησιμοποήσεως των ξένων εγγράφων κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον ὡς τὰ ἔγγραφα τὰ προερχόμενα ἐκ των ἐθνικῶν ἀρχῶν.

Πεποιθότα περὶ τῆς ἀνάγκης καταργήσεως τῆς ἀπαιτήσεως τῆς επικυρώσεως των εγγράφων των συντασσομένων ὑπὸ των διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων των.

Συνεφώνησαν ἐπὶ των ἀκολουθῶν :

Ἀρθρον 1.

Ἡ επικύρωσις, κατὰ τὴν ἐννοίαν τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν καλύπτει εἰ μὴ τὴν διατύπωσιν, δι' ἧς βεβαιῶνται τὸ γνήσιον τῆς ἐπὶ εγγράφου τινὸς τιθεμένης ὑπογραφῆς, τὴν ιδιότητα ὑφ' ἣν ὁ ὑπογράφων τὸ ἔγγραφον ἐνήργησε καί, συντρεχούσης περιπτώσεως, τὴν ἀναγνώρισιν τῆς σφραγίδος ἢ τοῦ χαρτοσήμου, ἅτινα φέρει τοιοῦτον ἔγγραφον.

Ἀρθρον 2.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται εἰς τὰ ἔγγραφα τὰ συνταχθέντα ὑπὸ των διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, ὑπὸ τὴν ἐπίσημον ιδιότητά των καὶ ἐκτελούντων τὰ καθήκοντά των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους παντὸς Κράτους καὶ ἅτινα δέον νὰ προσαχθοῦν.

α) Εἰς τὸ ἐδαφος ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ

β) ἐνώπιον των διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἀσχοῦντων τὰ καθήκοντά των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐτέρου Κράτους, ὅπερ δὲν εἶναι μέρος εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

2. Ἡ παρούσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται ἐπίσης εἰς τὰς ἐπίσημους βεβαιώσεις, εἰς τὰς ἀναφερομένας εἰς τὰς καταχωρίσεις εγγράφων, τὰς θεωρήσεις διὰ βεβαίωσιν χρονολογίας, τῆς πιστοποιήσεως ὑπογραφῆς τεθημένων ὑπὸ των διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων καὶ ἐπὶ ἐτέρων εγγράφων πλὴν των προβλεπομένων εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον.

Ἀρθρον 3.

Ἐκαστον των Συμβαλλομένων Μερῶν ἀπαλλάσσει τῆς επικυρώσεως τὰ ἔγγραφα εἰς ἃ ἐφαρμόζεται ἡ παρούσα Σύμβασις.

Ἀρθρον 4.

1. Ἐκαστον των Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἀποφυγὴν ὑπὸ των ἀρχῶν του τῆς επικυρώσεως εἰς τὰς περιπτώσεις δι' ἃς ἡ παρούσα Σύμβασις προβλέπει τὴν κατάργησιν ταύτης.

2. Ἐκαστον των Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἐξασφαλίσῃ ὁσάκις τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, τὴν βεβαίωσιν περὶ τῆς πιστεύσεως των εγγράφων εἰς ἃ ἐφαρμόζεται ἡ παρούσα Σύμβασις. Ἡ βεβαίωσις αὕτη δὲν θὰ συνεπάγεται τὴν πληρωμὴν οἰοῦντοτε τέλους ἢ ἐξόδων καὶ δέον νὰ ἐνεργῇται τὸ ταχύτερον δυνατόν.

Ἀρθρον 5.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ὑπερισχύῃ, εἰς τὰς σχέσεις μεταξύ των Συμβαλλομένων Μερῶν, των διατάξεων των συμβάσεων ἢ συμφωνιῶν, αἵτινες ὑποβάλλουν ἢ θὰ ὑποβάλλουν εἰς επικύρωσιν τὸ γνήσιον τῆς ὑπογραφῆς των διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων, τὴν ιδιότητα ὑφ' ἣν ὁ ὑπογράφων τὸ ἔγγραφον ἐνήργησε καί, συντρεχούσης περιπτώσεως, τὴν ἀναγνώρισιν τῆς σφραγίδος ἢ τοῦ χαρτοσήμου ἅτινα φέρει τοιοῦτον ἔγγραφον.

Ἀρθρον 6.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφήν ὑπὸ των Κρατῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, θέλει επικυρωθῇ ἢ γίνῃ ἀποδεκτὴ. Τὰ ὅργανα επικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς θέλωσι κατατεθῇ παρὰ τῇ Γενικῇ Γραμματεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ τρίτου ὁργάνου επικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς.

3. Ἡ Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ὡς πρὸς πᾶν ὑπογράφον Κράτος ὕπερ θὰ ἀκυρώσῃ ἢ ἀποδεχθῇ ταύτην μεταγενεστέρως, τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς.

Ἄρθρον 7.

1. Μετὰ τὴν θέσιν ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης δύναται νὰ καλέσῃ πᾶν Κράτος μὴ μέλος τοῦ Συμβουλίου ὥπως προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

2. Ἡ προσχώρησις θὰ πραγματοποιηθῇ διὰ τῆς καταθέσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης τοῦ ὁργάνου προσχωρήσεως, ὕπερ θέλει ἰσχύσει τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεώς του.

Ἄρθρον 8.

1. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, κατὰ τὴν ὑπογραφήν ἢ κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὁργάνου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως νὰ προσδιορίσῃ τὸ ἔδαφος ἢ τὰ ἑδάφη ἐφ' ὧν θὰ ἐφαρμόζεται ἡ παρούσα Σύμβασις.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὁργάνου ἐπικυρώσεως ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως ἢ ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μεταγενεστέρως, νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, διὰ δηλώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, εἰς πᾶν ἕτερον ἔδαφος προσδιοριζόμενον ἐν τῇ δηλώσει καὶ οὗ ἐξασφαλίζει τὰς ἐξωτερικὰς σχέσεις ἢ δι' ὃ εἶναι ἐξουσιοδοτημένον νὰ συμβάλλεται.

3. Πᾶσα δήλωσις γενομένη, δυνάμει τῆς προηγουμένης παραγράφου δύναται νὰ ἀποσυρθῇ ὡς πρὸς πᾶν ἔδαφος προσδιοριζόμενον ἐν τῇ δηλώσει συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 9.

Ἄρθρον 9.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ ἄνευ περιορισμοῦ ὡς πρὸς τὴν διάρκειαν.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, ὡς πρὸς αὐτό, νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

3. Ἡ καταγγελία θέλει ἰσχύσει ἕξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ἄρθρον 10.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ γνωστοποιῇ εἰς τὰ Κράτη Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης καὶ εἰς πᾶν Κράτος προσχωρήσαν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

α) Πᾶσαν ὑπογραφήν.

β) Τὴν κατάθεσιν παντὸς ὁργάνου ἐπικυρώσεως ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως.

γ) Πᾶσαν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

δ) Πᾶσαν δήλωσιν ληφθεῖσαν κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 8.

ε) Πᾶσαν γνωστοποίησιν ληφθεῖσαν κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 9 καὶ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν θέλει ἰσχύσει ἡ καταγγελία.

Εἰς πίστῳσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Λονδίῳ τὴν 7 Ἰουνίου 1968, εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ τὴν ἀγγλικὴν, ἀμοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἕξ ἴσου αὐθεντικῶν εἰς ἓν καὶ μόνον ἀντίτυπον, ὕπερ θέλει κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Ὁ Γενικὸς Γραμματέας τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θέλει διαβιβάσει κεκυρωμένα ἀντίγραφα εἰς πάντας τοὺς ὑπογράφοντας καὶ προσχωροῦντας.

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθωερέθῃ καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(64)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 845

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τὴν 20ὴν Ἰουνίου 1977 ὑπογραφείσης μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Φινλανδίας Συμφωνίας διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμος ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 20ὴν Ἰουνίου 1977 ὑπογραφείσα, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Φινλανδίας, Συμφωνία διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἑπεται:

AGREEMENT

between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the Republic of Finland on the International Road Transport.

The Government of the Hellenic Republic and the Government of the Republic of Finland.

Desiring to facilitate international road transport between their two States and in transit through their territories.

HAVE AGREED as follows:

I. PASSENGER TRANSPORT

Article 1

Regular passenger bus services between the two countries need authorization from the competent authorities of both Contracting Parties. Applications for such authorizations shall be submitted and dealt with in accordance with a procedure to be established jointly by these authorities.

Article 2

Passenger transports other than regular services, which are to be performed by carriers of one Contracting Party with a bus registered in the territory of that Contracting Party to or from the territory of the other Contracting Party, require previous authorization from the competent authority of the latter Contracting Party except if the passengers are being carried.

a) on a round trip beginning and ending in the territory of the Contracting Party where the vehicle is registered, or

b) on a journey starting in the country where the vehicle is registered and ending in the territory of the other Contracting Party, provided that the vehicle returns empty to the country where it is registered, or

c) on a transit service of occasional character.

II. GOODS TRANSPORT

Article 3

A carrier authorised in the territory of one Contracting Party shall be permitted, without being required to obtain an operator's (transport) licence for that purpose in accordance with the laws and regulations of the other Contracting Party, to import either an empty or laden goods vehicle temporarily into the territory of that other Contracting Party for the purpose of the carriage of goods, including return loads:

a) between any point in the territory of one Contracting Party and any point in the territory of the other Contracting Party; and

b) in transit through the territory of that other Contracting Party.

Article 4

1. Except as provided in Article 5 of this Agreement a carrier authorised in the territory of one Contracting Party, including a carrier on own account, shall require a permit in order to engage in the transport operations referred to in Article 3. Such permits shall be issued by the competent authority of the Contracting Party by which the carrier is authorised within the limits of annual quotas fixed jointly by the competent authorities.

2. A permit shall not be transferable.

3. A permit shall be valid for use of one motor vehicle or one combination of vehicles (articulated vehicle or road train).

4. Permits may be of two types:

a) journey permits valid for one journey (outward and return) with a maximum period of validity not exceeding six months;

b) period permits valid for any number of journeys within a period of one calendar year.

5. Each competent authority shall send to the other on request an adequate supply of blank permits.

Article 5

The permits referred to in Article 4 of this Agreement shall not be required for:

a) carriage of damaged vehicles or movement of unladen breakdown vehicles for the purpose of such carriage or operation of a vehicle in substitution for a damaged vehicle;

b) carriage of works of art and antiques;

c) carriage of articles and equipment exclusively for publicity or educational purposes;

d) carriage of properties, equipment or animals to or from theatrical, musical, cinematographic or circus performances or sporting events, exhibitions or fairs, or to or from the making of radio or television broadcasts or films;

- e) carriage of goods for fairs or exhibitions;
- f) funeral transport;
- g) carriage of household effects;
- h) carriage of perishable goods in refrigerated vehicles;
- i) carriage of medical equipment and stores in cases of emergency.

III. OTHER PROVISIONS

Article 6

If the weights and dimensions of a vehicle or combination of vehicles, whether laden or unladen, registered in the territory of one Contracting Party exceed the maximum weights and dimensions laid down under the laws or regulations of the other Contracting Party special permission in writing, in addition to any permit required under Article 4, shall be obtained from the competent authority of that other Contracting Party to operate the vehicle or combination of vehicles in its territory.

Article 7

1. Nothing in this Agreement shall be held to permit a carrier authorised in the territory of one Contracting Party to pick up passengers or goods at a point in the territory of the other Contracting Party for setting down or delivery at any other point in that territory.

2. A carrier of one Contracting Party may not pick up passengers or goods in the territory of:

a) a third country for setting down or delivery in the territory of the other Contracting Party; or

b) the other Contracting Party for setting down or delivery in a third country, unless special permission in writing to carry out such an operation has been obtained from the competent authority of that other Contracting Party.

Article 8

Permits issued in accordance with the provisions of this Agreement must be carried on the vehicle and produced on demand to any person who is duly authorised in the territory of either Contracting Party to demand them.

Article 9

Vehicles which are registered in the territory of one of the Contracting Parties and temporarily imported into the territory of the other Contracting Party shall be exempted from all taxes and charges levied on the circulation or the possession of vehicles in that territory. This exemption shall not apply to tolls, taxes or charges on consumption, including fuel consumption, or taxes or charges on transport.

Article 10

1. No import of fuel shall be permitted into the territory of one Contracting Party by vehicle registered in the territory of the other Contracting Party except for the quantity contained in the standard supply tank(s) of the vehicle, as has (have) originally been mounted to the vehicle by its manufacturer.

2. Spare parts, temporarily imported into the territory of the other Contracting Party for the repair of vehicles performing transport operations within the scope of this Agreement, are exempt from customs duties and all other taxes and charges on import on the basis of issuing a document of temporary importation by entry customs authorities.

3. Unused spare parts shall be re-exported.

4. The replaced parts shall be transported back to the country of registration of the vehicle or shall be destroyed under the control of the competent customs officials of the other Contracting Party.

Article 11

1. Subject to the provisions of this Agreement a carrier authorised in the territory of one Contracting Party shall, when in the territory of the other Contracting Party, comply with the laws and regulations in force in that territory concerning road transport and road traffic.

2. In the event of a carrier of one Contracting Party failing to comply with the provisions of the preceding paragraph, the competent authority of the other Contracting Party may notify the competent authority of the Contracting Party in which the carrier is authorised and may request that authority either

a) to issue a warning to that carrier;
b) to issue such a warning together with a notification that any subsequent infringement will lead to the temporary or permanent exclusion of vehicles owned or operated by that person from the territory of the Contracting Party in which the infringement occurred; or

c) to issue a notification of such exclusion.

3. The competent authority receiving any such request shall comply therewith and shall as soon as possible inform the competent authority of the other Contracting Party of the action taken.

4. The provisions of this Article shall be without prejudice to any lawful sanctions which may be applied by the courts or enforcement authorities of the Contracting Party whose laws or regulations have not been complied with.

Article 12

The questions, which are not envisaged by the provisions of this Agreement or those of international conventions to which the two countries are parties, will be subject to the national legislation of each of the Contracting Parties.

Article 13

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall keep in contact with each other regarding any questions arising out of the application of this Agreement.

2. For the purposes of the preceding paragraph the Contracting Parties may establish a Joint Committee.

3. The Joint Committee shall meet at the request of the competent authority of either Contracting Party.

Article 14

1. This Agreement shall enter into force thirty days after the Contracting Parties have informed each other in writing that the measures necessary to give effect to the Agreement in their respective territories have been taken.

2. The Agreement shall remain in force for a period of one year after its entry into force. Thereafter it shall continue in force unless it is terminated by one Contracting Party giving six months' notice thereof in writing to the other Contracting Party.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done at Athens this 20th day of June 1977 in two copies in the English language, both being equally authoritative.

For the Government of the Hellenic Republic
(Υπογραφή) Α. Παπαδόγγονας

For the Government of the Republic of Finland
(Υπογραφή) Heikki Kallio

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Διεθνούς 'Οδικής Μεταφοράς μεταξύ της Κυβερνήσεως της 'Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Δημοκρατίας της Φινλανδίας.

'Η Κυβέρνησις της 'Ελληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνησις της Δημοκρατίας της Φινλανδίας,

Επιθυμούν να διευκολύνουν την διεθνή οδική μεταφοράν μεταξύ των δύο Κρατών αυτών και υπό διαμετακόμιν δια των εδαφικών των περιοχών,

Συνεφώνησαν τα κάτωθι:

I. ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΕΠΙΒΑΤΩΝ

"Άρθρον 1.

Τακτικά δι' επιβάτας λεωφορείων υπηρεσίαι μεταξὺ των δύο χωρῶν χρήζουσιν εξουσιοδοτήσεως των ἀρμοδίων ἀρχῶν ἀμφοτέρων των Συμβαλλομένων. Αἰτήσεις διὰ τοιαύτας εξουσιοδοτήσεις θὰ ὑποβάλλωνται καὶ ἐξετάζωνται συμφώνως πρὸς διαδικασίαν καθορισθεῖσαν ἀπὸ κοινοῦ ὑπὸ των ἐν λόγῳ ἀρχῶν.

"Άρθρον 2.

Μεταφοραὶ ἐπιβατῶν πλὴν των τακτικῶν υπηρεσιῶν, αἵτινες πρόκειται νὰ ἐκτελεσθῶν ὑπὸ μεταφορέων ἐνὸς των Συμβαλλομένων διὰ λεωφορείου ἐγγεγραμμένου εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ Συμβαλλομένου τούτου εἰς ἣ ἐκ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἐτέρου των Συμβαλλομένων, ἀπαιτοῦν προηγουμένην εξουσιοδότησιν παρὰ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ τελευταίου Συμβαλλομένου ἐκτὸς ἐὰν οἱ ἐπιβάται μεταφέρονται:

α) ἐπὶ ταξιδίου μετ' ἐπιστροφῆς ἀρχομένου καὶ λήγοντος εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους εἰς ὃ τὸ ὄχημα εἶναι ἐγγεγραμμένον, ἢ

β) ἐπὶ ταξιδίου ἀρχομένου εἰς τὴν χώραν εἰς ἣν τὸ ὄχημα εἶναι ἐγγεγραμμένον καὶ λήγοντος εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ ὄχημα ἐπιστρέφει ἄδειαν εἰς τὴν χώραν εἰς ἣν εἶναι ἐγγεγραμμένον, ἢ

γ) ἐπὶ υπηρεσίας ὑπὸ διαμετακόμισιν (TRANSIT SERVICE) ἐκτάκτου χαρακτῆρος.

II. ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ

"Άρθρον 3.

Εἰς μεταφορέα εξουσιοδοτημένον ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἐνὸς των Συμβαλλομένων θὰ ἐπιτρέπεται, χωρὶς νὰ χρειασθῇ νὰ τύχῃ ἀδείας μεταφορᾶς πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ τοὺς κανονισμοὺς τοῦ ἐτέρου των Συμβαλλομένων, νὰ εἰσάγῃ εἴτε κενὸν εἴτε ἐμφορὸν ἐμπορευμάτων ὄχημα προσωρινῶς εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἐτέρου τούτου Συμβαλλομένου πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων, συμπεριλαμβανομένων των πρὸς ἐπιστροφήν φορτίων:

α) μεταξὺ ἐνὸς οἰουδήποτε σημείου ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἐνὸς των Συμβαλλομένων καὶ οἰουδήποτε σημείου ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου καὶ

β) ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου.

"Άρθρον 4.

1. Ἐκτὸς ὡς προβλέπεται ἐν ἄρθρῳ 5 τῆς παρούσης Συμβάσεως, μεταφορεὺς εξουσιοδοτημένος ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ ἐνὸς των Συμβαλλομένων, συμπεριλαμβανομένου μεταφορέως ἐνεργούντος δι' ἴδιον λογαριασμόν, χρειάζεται ἄδειαν ἵνα ἀσχοληθῇ μετὰ τὰς ἐν ἄρθρῳ 3 ἀναφερομένας ἐργασίας μεταφορᾶς. Τοιαῦται ἄδειαι θὰ ἐκδίδωνται ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους ὑπὸ τῆς ὁποίας ὁ μεταφορεὺς ἔχει εξουσιοδοτηθῇ, ἐντὸς των ὁρίων των ἐτησίων ποσοτώσεων των καθορισθεισῶν ἀπὸ κοινοῦ ὑπὸ των ἀρμοδίων ἀρχῶν.

2. Ἡ ἄδεια δὲν θὰ δύναται νὰ μεταβιβασθῇ.

3. Ἡ ἄδεια θὰ ἰσχύῃ διὰ χρῆσιν ἐνὸς αὐτοκινήτου ὀχήματος ἢ ἐνὸς συνδυασμοῦ ὀχημάτων (ἀρθρωτὸν ὄχημα ἢ ὀδικὸς

συρμός).

4. Αί άδειαι δύνανται νά είναι δύο ειδών:

α) άδειαι ταξιδίου ισχύουσai δι' έν ταξίδιον (μετ' επιστροφής) με άνωτάτην περίοδον ισχύος μη υπερβαίνουσα τούς έξ μήνας.

β) περιοδικαί άδειαι ισχύουσai δι' οιονδήποτε αριθμόν ταξιδίων έντός περιόδου ενός ήμερολογιακού έτους.

5. Έκάστη άρμοδια άρχή θά άποστείλῃ εἰς τήν έτέραν, τῇ αἰτήσῃ, έπαρκῇ αριθμόν λευκῶν άδειῶν.

Άρθρον 5.

Αἱ έν άρθρῳ 4 τῆς παρούσης Συμβάσεως άδειαι δέν θά άπαιτοῦνται διά:

α) τήν μεταφοράν ύποστάντων ζημίας όχημάτων ἢ τήν μετακίνησιν άφόρτων ύποστάντων βλάβην όχημάτων πρὸς τόν σκοπὸν τοιαύτης μεταφορᾶς ἢ διά τήν λειτουργίαν όχηματος εἰς άντικατάστασιν ύποστάντος ζημίας τοιούτου.

β) τήν μεταφοράν έργων τέχνης καὶ παλαιῶν άντικειμένων (άντίκες).

γ) τήν μεταφοράν άντικειμένων καὶ ύλικοῦ άποκλειστικῶς διά δημοσιότητα ἢ εκπαιδευτικούς σκοπούς.

δ) τήν μεταφοράν περιουσιακῶν στοιχείων, έξοπλισμοῦ ἢ ζῶων εἰς ἢ έκ τῶν τόπων θεατρικῶν, μουσικῶν, κινηματογραφικῶν παραστάσεων ἢ τσίρκων ἢ τόπων διεξαγωγῆς άθλητικῶν άγωνισμάτων, έκθέσεων ἢ πανηγύρεων, ἢ εἰς ἢ έκ ραδιοφωνικῶν ἢ τηλεοπτικῶν σταθμῶν ἢ τόπων γυρίσματος ταινίας (φίλμ).

ε) τήν μεταφοράν έμπορευμάτων διά πανηγύρεις ἢ έκθέσεις.

στ) τήν μεταφοράν τῶν σορῶν άποβιωσάντων προσώπων.

ζ) τήν μεταφοράν οικιακῶν ειδῶν.

η) τήν μεταφοράν έμπορευμάτων ύποκειμένων εἰς φθοράς έντός όχημάτων ψυγείων.

θ) τήν μεταφοράν ιατρικοῦ έξοπλισμοῦ καὶ έφοδίων εἰς περιπτώσεις έπείγουσης ανάγκης.

III. ΕΤΕΡΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρον 6.

Έάν τὸ βάρος καὶ αἱ διαστάσεις όχηματός τινος ἢ συνδυασμοῦ όχημάτων, έμφόρτων ἢ άφόρτων, έγγεγραμμένων έν τῇ έπικρατείᾳ ενός τῶν Συμβαλλομένων υπερβαίνουν τὸ κατὰ τούς νόμους ἢ κανονισμοὺς τοῦ έτέρου τῶν Συμβαλλομένων άνωτάτον βάρος καὶ διαστάσεις, εἰδικῇ γραπτῇ άδειᾳ, έπιπροσθέτως οἰασδήποτε άδείας άπαιτουμένης κατὰ τὸ Άρθρον 4, θά λαμβάνεται παρὰ τῆς άρμοδίας άρχῆς τοῦ έτέρου τῶν Συμβαλλομένων ἕνα κινηθῇ τὸ όχημα, ἢ ὁ συνδυασμὸς όχημάτων, έν τῇ έπικρατείᾳ αὐτοῦ.

Άρθρον 7.

1. Οὐδεμία διάταξις τῆς παρούσης Συμβάσεως θά θεωρηταί ὅτι έπιτρέπει εἰς τὸν έξουσιοδοτημένον έν τῇ έπικρατείᾳ τοῦ ενός τῶν Συμβαλλομένων μεταφορέα νά παραλαμβάνῃ έπιβάτας ἢ έμπορευματα εἰς τι σημεῖον έν τῇ έπικρατείᾳ τοῦ έτέρου τῶν Συμβαλλομένων, πρὸς άποβίβασιν ἢ παράδοσιν εἰς οἰονδήποτε έτερον σημεῖον τῆς έπικρατείας αὐτῆς.

2. Μεταφορεὺς ενός τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν δέν δύναται νά παραλαμβάνῃ έπιβάτας ἢ έμπορεύματα έν τῇ έπικρατείᾳ:

α) τρίτης χώρας πρὸς άποβίβασιν ἢ παράδοσιν έν τῇ έπικρατείᾳ τοῦ έτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων, ἢ

β) τοῦ έτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων πρὸς άποβίβασιν ἢ παράδοσιν έν τινι τρίτῃ χώρᾳ, έκτὸς εἰς εἰδικῇ γραπτῇ άδειᾳ έκτελέσεως τῆς τοιαύτης μεταφορᾶς έχῃ ληφθῇ παρὰ τῆς άρμοδίας άρχῆς τοῦ έτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων.

Άρθρον 8.

Άδειαι έκδοθεῖσαι συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δέον νά φέρονται ἐπὶ τοῦ όχηματος καὶ έπιδεικνύονται τῇ αἰτήσῃ εἰς οἰονδήποτε πρόσωπον τὸ ὁποῖον έχει δόντως έξουσιοδοτηθῇ έν τῇ έπικρατείᾳ τοῦ έτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων νά αἰτήσῃ ταύτην.

Άρθρον 9.

Όχηματα τὰ ὁποῖα εἶναι έγγεγραμμένα έν τῇ έπικρατείᾳ τοῦ ενός τῶν ὧδε Συμβαλλομένων καὶ προσωρινῶς εἰσῆχθησαν εἰς τήν έπικρατείαν τοῦ έτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων θά άπαλλάσσονται άπό παντός φόρου καὶ έπιβαρύνσεως έπιβαλλομένης διά τήν κυκλοφορίαν ἢ τήν κατοχήν τῶν όχημάτων έν τῇ έπικρατείᾳ ταύτῃ. Ἡ άπαλλαγῇ αὕτη δέν θά ισχύῃ ἐπὶ διοδίων, φόρων ἢ έπιβαρύνσεων ἐπὶ τῆς άναλώσεως, συμπεριλαμβανομένης τῆς άναλώσεως καυσίμων, ἢ φόρων ἢ έπιβαρύνσεων ἐπὶ τῆς μεταφορᾶς.

Άρθρον 10.

1. Δέν έπιτρέπεται ἡ εἰς τήν έπικρατείαν ενός Συμβαλλομένου Μέρους, εἰσαγωγή καυσίμων ὑπὸ όχηματος έγγεγραμμένου εἰς τήν έπικρατείαν τοῦ άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, έξαιρουμένης τῆς ποσότητος τῆς περιεχομένης εἰς τὰς συνήθεις δεξαμενὰς τοῦ όχηματος, ὡς αὗται έγκατεστάθησαν άρχικῶς ἐπὶ τοῦ όχηματος ὑπὸ τοῦ κατασκευαστοῦ του.

2. Άνταλλακτικά, προσωρινῶς εἰσαγόμενα εἰς τήν έπικρατείαν τοῦ έτέρου Συμβαλλομένου Μέρους διά τήν έπισκευήν όχημάτων έκτελούντων μεταφορὰς έντός τοῦ πεδίου έφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, άπαλλάσσονται τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ ὅλων τῶν λοιπῶν φόρων καὶ έπιβαρύνσεων εἰσαγωγῆς, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς έκδόσεως έγγράφου προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ὑπὸ τῶν τελωνειακῶν άρχῶν εἰσόδου.

3. Τὰ μὴ χρησιμοποιηθέντα άνταλλακτικά θά έπανεξάγωνται.

4. Τὰ άντικαθιστώμενα άνταλλακτικά θά έπιστρέφονται εἰς τήν χώραν τῆς έγγραφῆς τοῦ όχηματος ἢ θά καταστρέφονται ὑπὸ τὸν έλεγχον τῶν άρμοδίων τελωνειακῶν ύπαλλήλων τοῦ έτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Άρθρον 11.

1. Έπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως μεταφορεὺς έξουσιοδοτημένος έν τῇ έπικρατείᾳ τοῦ ενός τῶν Συμβαλλομένων ὀφείλει, ὡσάκις εὐρίσκεται έν τῇ έπικρατείᾳ τοῦ έτέρου τῶν Συμβαλλομένων, νά συμμορφῶται πρὸς τούς έν τῇ έπικρατείᾳ ταύτῃ ισχύοντας νόμους καὶ κανονισμοὺς τούς διέποντας τήν ὀδικήν μεταφοράν καὶ τήν ὀδικήν κυκλοφορίαν.

2. Έν ἡ περιπτώσει ὁ μεταφορεὺς ενός τῶν ὧδε Συμβαλλομένων δέν τηρήσῃ ἢ δέν συμμορφωθῇ πρὸς τὰς διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου, ἡ άρμοδια άρχή τοῦ έτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων δύναται νά ένημερώσῃ τήν άρμοδιάν άρχήν τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους εἰς ὃ ὁ μεταφορεὺς εἶναι έξουσιοδοτημένος καὶ δύναται νά αἰτήσῃ παρὰ τῆς άρχῆς ταύτης εἴτε:

α) νά άπευθύνῃ προειδοποίησιν πρὸς τὸν έν λόγω μεταφορέα.

β) νά άπευθύνῃ τήν τοιαύτην προειδοποίησιν ὁμοῦ μετὰ μιᾶς γνωστοποίησεως ὅτι οἰαδήποτε μεταγενεστέρα παραβίασις θά ὠδήγῃ εἰς τὸν προσωρινὸν ἢ μόνιμον άποκλεισμόν όχημάτων τῆς ιδιοκτησίας ἢ έκμεταλλεύσεως τοῦ προσώπου τούτου έκ τῆς έπικρατείας τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους εἰς ὃ ἔλαβε χώραν ἡ παραβίασις, ἢ

γ) νά έκδώσῃ γνωστοποίησιν περὶ τοῦ τοιούτου άποκλεισμοῦ.

3. Ἡ άρμοδια άρχή ἅμα τῇ λήψει οἰασδήποτε τοιαύτης αἰτήσεως ὀφείλει νά συμμορφωθῇ πάραυτα καὶ ὑποχρεῶται τὸ ταχύτερον δυνατόν νά πληροφωρήσῃ τήν άρμοδιάν άρχήν τοῦ έτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων περὶ τῆς ληφθείσης ένεργείας.

4. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος άρθρου ισχύουν άνεξαρτήτως οἰωνδήποτε νομίμων κυρώσεων αἵτινες ένδέχεται νά έπιβληθοῦν ὑπὸ τῶν δικαστηρίων ἢ τῶν άρχῶν τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους, οὗτινος οἱ νόμοι ἢ κανονισμοὶ δέν έτηρήθησαν.

"Αρθρον 12.

Ζητήματα, μη προβλεπόμενα υπό των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως ή υπό των διεθνών συμβάσεων εις τας οποίας αἱ δύο χῶραι εἶναι Συμβαλλόμενα Μέρη, θὰ ὑπόκεινται εἰς τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν ἐκάστου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων.

"Αρθρον 13.

1. Αἱ ἀρμόδιοι ἀρχαὶ τῶν ὧδε Συμβαλλομένων θὰ διατηροῦν ἐπαφὴν μεταξὺ των ἀναφορικῶς μὲ οἰαδήποτε ζητήματα ἐγείρομενα ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς προηγουμένης παραγράφου οἱ ὧδε Συμβαλλόμενοι δύνανται νὰ συστήσουν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν.

3. Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ συνεδριάζῃ τῇ αἰτήσῃ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς ἐκατέρου τῶν ὧδε συμβαλλομένων.

"Αρθρον 14.

1. Ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι μετὰ τριάκοντα ἡμέρας ἀπ' ἧς οἱ ὧδε Συμβαλλόμενοι πληροφορήσονται ἀλλήλους ἐγγράφως ὅτι ἐλήφθησαν τὰ ἀπαραίτητα μέτρα ἵνα τεθῇ ἐν ἰσχύι ἡ Σύμβασις εἰς τὰς ἀντιστοιχοῦσας τῶν ἐπικρατείας.

2. Ἡ Σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύι ἐπὶ χρονικὴν περίοδον ἐνὸς ἔτους ἀπ' ἧς αὕτη τεθῇ ἐν ἰσχύι. Μετὰ ταῦτα θὰ ἐξακολουθήσῃ ἰσχύουσα, ἐκτὸς ἐάν αὕτη καταγγελθῇ ὑπ' ἐνὸς τῶν ὧδε Συμβαλλομένων, παρέχοντος εἰς τὸν ἕτερον τῶν Συμβαλλομένων ἐγγραφοὶν σχετικὴν προειδοποίησιν ἐξ μηνῶν.

Ἐφ' ᾧ οἱ ὑπογεγραμμένοι, ὄντες δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν ἀντιστοιχούντων Κυβερνήσεων των, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Συνετάγη ἐν Ἀθήναις σήμερον τὴν 20ὴν τοῦ μηνὸς Ἰουνίου 1977 εἰς δύο ἀντίγραφα εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν, ἀμφότερα ὄντα ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Φινλανδίας
Γ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ ΗΕΙΚΚΙ ΚΑΛΙΑ

"Αρθρον δεύτερον.

Τὰ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας συντασσόμενα ὑπὸ τῆς, ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 13 παρὰ γρ. 2 αὐτῆς προβλεπόμενης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς Πρακτικά, ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς Πράξεως τῶν ἀρμοδίων Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν, Οἰκονομικῶν καὶ Συγκοινωνιῶν.

"Αρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχειται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΛΛΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(5)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 846

Περὶ κυρώσεως α) Τῆς ἐν Βαρσοβίᾳ τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977 ὑπογραφείσης Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας ἀφορώσης εἰς τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφορὰς μετὰ τοῦ Πρωτοκόλλου αὐτῆς. β) Τοῦ ἐν Βαρσοβίᾳ τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977 καὶ ἐν ὅρει τῆς ἐκτελέσεως τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας ὑπογραφέντος, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, Πρωτοκόλλου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Υψηφίσαντες ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

"Αρθρον πρῶτον.

Κυροῦνται καὶ ἔχουν ἰσχὺ νόμου:

α) Ἡ ἐν Βαρσοβίᾳ τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977 ὑπογραφείσα Συμφωνία, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας ἀφορῶσα εἰς τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφορὰς μετὰ τοῦ Πρωτοκόλλου αὐτῆς καὶ

β) τὸ ἐν Βαρσοβίᾳ τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977 ἐν ὄψει τῆς ἐκτελέσεως τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας ὑπογραφέν Πρωτοκόλλου, τῶν ὁποίων τὰ κείμενα ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχουν ὡς ἔπονται:

ACCORD

entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne, relatif aux transports routiers internationaux.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne, dénommés ci-après «des Parties Contractantes», désireux de contribuer au développement des transports routiers de voyageurs et de marchandises entre les deux Etats ainsi qu'en transit à travers leurs territoires,

sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les dispositions du présent Accord s'appliquent aux transports de personnes et de marchandises en provenance ou à destination du territoire de l'une des Parties Contractantes ou en transit à travers ce territoire effectués au moyen de véhicules immatriculés dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

Article 2

1. Le terme «transporteur» désigne une personne physique ou morale, qui, soit en République Hellénique, soit en République Populaire de Pologne a le droit d'effectuer des transports par route conformément aux dispositions législatives en vigueur dans son pays.

2. Le terme «véhicule» désigne un véhicule routier à propulsion mécanique, ainsi que le cas échéant, sa remorque ou semi-remorque, qui sont affectés au transport :

- a) de plus de 8 personnes assises, non compris le conducteur,
- b) de marchandises.

Article 3

1. Les transports réguliers de voyageurs par autocars entre les deux pays ainsi qu' en transit à travers leurs territoires ne peuvent être effectués que sous le couvert d' une autorisation préalable.

2. L' autorité compétente de chaque Partie Contractante délivre les autorisations pour une partie de transport effectués sur son territoire.

3. Les autorités compétentes des Parties Contractantes fixent d' un commun accord la procédure de la délivrance des autorisations.

Article 4

Les transports de voyageurs par autocars autres que services réguliers ne sont pas soumis à l' autorisation des autorités compétentes de l' autre Partie Contractante.

Article 5

1. Les transporteurs de chaque Partie Contractante ont le droit de transporter des marchandises ou de circuler avec un véhicule vide, soit pour aller prendre en charge, soit après avoir déposé des marchandises :

a) entre n' importe quel lieu du territoire d' une Partie Contractante et n' importe quel lieu de l' autre Partie Contractante,

b) en transit par le territoire de l' autre Partie Contractante.

2. Les transporteurs d' une Partie Contractante ont le droit de charger du fret de retour sur le territoire de l' autre Partie Contractante et destiné au territoire de la première Partie Contractante.

Article 6

Sous réserve des dispositions des articles 7 et 8, les transports de marchandises, visés à l' article 5 ne sont pas soumis au régime de l' autorisation.

Article 7

1. Chaque Partie Contractante se réserve le droit d' exiger sur son territoire des autorisations spéciales pour effectuer des transports au moyen de véhicules routiers dont les poids et dimensions, avec ou sans chargement, excèdent les poids et dimensions maxima autorisés sur le dit territoire.

2. Chaque Partie Contractante se réserve également le droit d' exiger des autorisations spéciales pour les transports de marchandises dangereuses.

Article 8

1. Les transporteurs d' une Partie Contractante ne peuvent pas effectuer des transports de voyageurs ou de marchandises entre deux lieux situés sur le territoire de l' autre Partie Contractante sauf ceux spécialement autorisés par l' autorité compétente de l' autre Partie Contractante.

2. Les transporteurs d' une Partie Contractante ne peuvent pas effectuer des transports de marchandises d' un lieu situé dans le territoire de l' autre Partie Contractante vers un pays tiers et viceversa, que sous le couvert d' une autorisation spéciale délivrée par l' autorité compétente de l' autre Partie Contractante.

Article 9

Les autorisations exigées conformément au présent Accord doivent accompagner le véhicule routier de chaque Partie Contractante effectuant les transports sur le territoire de l' autre Partie Contractante et doivent être présentées à la demande des organes compétents de celle-ci.

Article 10

Les questions relatives aux impôts et taxes sur les véhicules routiers et en rapport avec l' exécution des transports sont réglées par le protocole concernant ces impôts et taxes, signé en même temps que le présent Accord.

Article 11

Les permis de conduire délivrés par l' autorité compétente d' une Partie Contractante et valables sur son territoire seront reconnus valables sur le territoire de l' autre Partie Contractante.

Article 12

Les combustibles et carburants contenus dans les réservoirs normaux des véhicules sont exonérés des droits et taxes de douanes.

Article 13

Les transporteurs d' une Partie Contractante et le personnel des véhicules effectuant les transports sur le territoire de l' autre Partie Contractante sont tenus de respecter les dispositions législatives et réglementaires, en particulier les prescriptions concernant les transports et la circulation routière, en vigueur sur le territoire de celle-ci.

Article 14

Les décomptes et les paiements résultant de l' exécution du présent Accord seront effectués conformément aux accord de paiement en vigueur entre les Parties Contractantes.

Article 15

Les autorités compétentes des Parties Contractantes s' accorderont sur les modalités d' application du présent Accord par un protocole relatif à son exécution, établi en même temps que cet Accord.

Article 16

Les autorités compétentes des Parties Contractantes institueront une Commission Mixte en vue d' assurer l' exécution du présent Accord.

La Commission Mixte se réunit à la demande des autorités compétentes de l' une des Parties Contractantes, alternativement sur le territoire de chacune des Parties Contractantes.

Article 17

Le présent Accord est accepté conformément aux dispositions législatives de chacune des Parties Contractantes et entre en vigueur le jour de l' échange des notes constatant cette acceptation.

Article 18

Le présent Accord est conclu pour une durée de trois ans et sera prorogé tacitement d' année en année sauf dénonciation par notification de la part d' une Partie Contractante trois mois avant l' expiration de l' année civile en cours.

Fait à Varsovie, le 30 août 1977, en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement
de la République
Hellénique

(υπογραφή)

Pour le Gouvernement
de la République
Populaire de Pologne

(υπογραφή)

PROTOCOLE

concernant les impôts et taxes, établi en exécution de l'article dix (10) de l'Accord entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne relatif aux transports routiers internationaux signé le 30 août 1977.

En exécution de l'article 10 de l'Accord les deux Parties Contractantes sont convenues de ce qui suit :

Les véhicules routiers immatriculés dans le territoire d'une Partie Contractante sont exonérés des impôts et taxes qui frappent la circulation ou la détention des véhicules dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

Les véhicules routiers immatriculés dans le territoire d'une Partie Contractante sont exonérés des impôts et taxes relatifs à l'exécution de transports dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

Les exonérations sus mentionnées ne s'appliquent pas aux droits de péage.

Le présent Protocole est conclu pour une durée de trois ans et sera prorogé tacitement d'année en année sauf dénonciation par notification de la part d'une Partie Contractante trois mois avant l'expiration de l'année civile en cours.

Fait à Varsovie, le 30 août 1977, en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement
de la République
Hellénique

(υπογραφή)

Pour le Gouvernement
de la République
Populaire de Pologne

(υπογραφή)

PROTOCOLE

établi en vue de l'exécution de l'Accord entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne, relatif aux transports routiers internationaux.

En vue de l'exécution de cet Accord, il est convenu ce qui suit :

Véhicules couplés

Les dispositions de l'Accord ne sont applicables aux véhicules couplés que dans la mesure où le véhicule tracteur est immatriculé dans l'une des Parties Contractantes.

1. La demande d'autorisation pour les transports réguliers de voyageurs doit être adressée par le transporteur intéressé à l'autorité compétente de son pays. En cas d'approbation, cette autorité transmet la dite demande à l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante au moins trois mois avant la date prévue de la mise en exploitation du service.

2. La demande d'autorisation doit comporter les renseignements relatifs au projet d'horaire, au tarif, à l'itinéraire, à la période envisagée de l'exploitation de la ligne au cours d'une année et à la date prévue de la mise en exploitation de la ligne. Les autorités compétentes peuvent demander d'autres indications qu'elles jugent utiles.

Autorisations spéciales pour les transports de marchandises

1. Le nombre annuel d'autorisations mentionnées à l'Article 8 al. 2 de l'Accord est fixé à 100 autorisations pour les transporteurs de chaque pays.

S'il s'avère nécessaire ce chiffre pourra être augmenté par entente mutuelle des autorités compétentes.

2. Les autorisations sus mentionnées ainsi que celles prévues à l'Article 7 et 8 de l'Accord sont délivrées ou transmises du côté polonais au nom des autorités compétentes par l'Association des Transporteurs Routiers Internationaux en Pologne (ZMPD) et du côté hellénique par le Ministère des Communications.

Les autorités compétentes

Aux fins des dispositions de l'Accord et du présent Protocole les autorités compétentes sont :

du côté hellénique : Le Ministère des Communications, du côté polonais : Le Ministère des Communications.

Fait à Varsovie, le 30 août 1977, en double exemplaire, en langue française.

Pour le Ministère
des Communications de la
République Hellénique

(υπογραφή)

Pour le Ministère
des Communications de la
République Populaire
de Pologne.

(υπογραφή)

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Λαϊκής Δημοκρατίας της Πολωνίας, σχετική με τας διεθνείς οδικάς μεταφοράς.

Η Κυβέρνησις της Έλληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνησις της Λαϊκής Δημοκρατίας της Πολωνίας, καλούμεναι εν τοις επομένοις «Συμβαλλόμενα Μέρη»,

Επιθυμούσαι να συμβάλλουν εις την ανάπτυξιν των οδικών μεταφορών ταξιδιωτών και εμπορευμάτων μεταξύ των δύο Κρατών, ως επίσης και των μεταφορών τράνζιτ δια μέσου των επκρατειών των, συμφωνήσαι τὰ κάτωθι :

Άρθρον 1.

Αί διατάξεις της παρούσης Συμφωνίας εφαρμόζονται εις τας μεταφοράς προσώπων και εμπορευμάτων τας διεργουμένας προς ή από την επικράτειαν του ενός των Συμβαλλομένων Μερών ή υπό διαμετακόμισιν μέσω της επικρατείας αυτού αί όποιαί πραγματοποιούνται με όχηματα έγγεγραμμένα εις την επικράτειαν του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Άρθρον 2.

1. Ο όρος «μεταφορέας» σημαίνει έν φυσικόν ή νομικόν πρόσωπον τὸ όποιον, είτε εις την Έλληνικήν Δημοκρατίαν, είτε εις την Λαϊκήν Δημοκρατίαν της Πολωνίας, έχει τὸ δικαίωμα νά πραγματοποιή οδικάς μεταφοράς συμφώνως πρὸς τας ισχυούσας νομικάς διατάξεις της χώρας του.

2. Ο όρος «όχημα» σημαίνει έν οδικόν όχημα με μηχανικήν προώθησιν, όπως επίσης και τυχούσης περιπτώσεως, τὸ ρυμουλκούμενο ή ήμιρυμουλκούμενό του, τὰ όποια προορίζονται διὰ τήν μεταφοράν :

α) Πλέον των 8 ατόμων καθημένων, μή συμπεριλαμβανομένου του οδηγού,

β) Έμπορευμάτων.

Άρθρον 3.

1. Αί τακτικαί μεταφοραί ταξιδιωτών με πούλμαν μεταξύ των δύο χωρών, ως επίσης και τράνζιτο μέσω των επικρατειών των, δέν δύνανται νά πραγματοποιούνται παρά μόνον υπό την κάλυψιν μιᾶς προγενεστέρας άδείας.

2. Η άρμοδία άρχή εκάστου Συμβαλλομένου Μέρους χορηγεῖ τας άδείας διὰ ένα τμήμα μεταφορών αί όποιοι πραγματοποιούνται επί της επικρατείας της.

3. Αί άρμοδιοί άρχαί των Συμβαλλομένων Μερών καθορίζουν διὰ μιᾶς κοινῆς συμφωνίας τήν διαδικασία χογήσεως των άδειών.

"Αρθρον 4.

Αί μεταφοραί τῶν ταξιδιωτῶν μὲ πούλμαν, ἐκτὸς ἀπὸ τὰς τακτικὰς ἐξυπηρετήσεις δὲν ὑπόκεινται εἰς ἀδείαν τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

"Αρθρον 5.

1. Οἱ μεταφορεῖς ἐκάστου Συμβαλλομένου Μέρους ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ μεταφέρουν ἐμπορεύματα ἢ νὰ κυκλοφοροῦν μὲ ἓν κενὸν ὄχημα, εἴτε διὰ νὰ μεταβοῦν νὰ παραλάβουν φορτίον, εἴτε ἀφοῦ θὰ ἔχουν ἐκφορτώσει τὰ ἐμπορεύματα καὶ ἐπιστρέφουν :

α) Μεταξὺ οἰουδήποτε μέρους τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους καὶ οἰουδήποτε μέρους τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους,

β) τράνζιτο διὰ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους :

2. Οἱ μεταφορεῖς τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παραλαμβάνουν φορτίον κατὰ τὴν ἐπιστροφήν, ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, προοριζόμενον διὰ τὴν ἐπικράτειαν τοῦ πρώτου Συμβαλλομένου Μέρους.

"Αρθρον 6.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἀρθρῶν 7 καὶ 8, αἱ μεταφοραί ἐμπορευμάτων, αἱ ὁποῖαι ἀναφέρονται εἰς τὸ ἀρθρον 5 δὲν ὑπόκεινται εἰς τὸν κανονισμόν ἀδείας.

"Αρθρον 7.

1. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα νὰ ἀπαιτῇ ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας του εἰδικὰς ἀδείας διὰ νὰ πραγματοποιηθοῦν μεταφοραί δι' ὁδικῶν μεταφορικῶν ὀχημάτων τῶν ὁποίων τὰ βάρη καὶ αἱ διαστάσεις μετὰ ἢ ἀνευ φορτίου, ὑπερβαίνουν τὰ μέγιστα ἐπιτρεπόμενα ὅρια βαρῶν καὶ διαστάσεων εἰς τὴν ἐν λόγω ἐπικράτειαν.

2. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει ἐπίσης τὸ δικαίωμα νὰ ἀπαιτῇ εἰδικὰς ἀδείας διὰ τὰς μεταφορὰς ἐπικινδύνων ἐμπορευμάτων.

"Αρθρον 8.

1. Οἱ μεταφορεῖς τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιοῦν μεταφορὰς ταξιδιωτῶν ἢ ἐμπορευμάτων μεταξὺ δύο τοποθεσιῶν αἱ ὁποῖαι εὐρίσκονται ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, ἐκτὸς ἐὰν εἶναι ἐφωδιασμένοι δι' εἰδικῆς ἀδείας χορηγηθείσης ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἄλλου συμβαλλομένου Μέρους.

2. Οἱ μεταφορεῖς τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιοῦν μεταφορὰς ἐμπορευμάτων ἐξ ἐνὸς τόπου κειμένου ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς μίαν τρίτην χώραν καὶ τάναντι, παρὰ μόνον ὑπὸ τὴν κάλυψιν μιᾶς εἰδικῆς ἀδείας χορηγουμένης ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

"Αρθρον 9.

Αἱ ἀπαιτούμεναι ἀδείαι συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν πρέπει νὰ συνοδεύουν τὸ ὁδικὸν ὄχημα ἐκάστου Συμβαλλομένου Μέρους, τὸ ὁποῖον πραγματοποιεῖ μεταφορὰς ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ δεόν ὅπως παρουσιάζονται ὅταν ζητοῦνται ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ὀργάνων αὐτοῦ.

"Αρθρον 10.

Τὰ θέματα τὰ σχετικὰ μὲ τοὺς φόρους καὶ τὰ τέλη τῶν ὁδικῶν ὀχημάτων καὶ ἐν σχέσει μὲ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν μεταφορῶν, ρυθμίζονται μὲ τὸ πρωτόκολλον τὸ ὁποῖον ἀφορᾷ εἰς αὐτοὺς τοὺς φόρους καὶ τὰ τέλη, τὸ ὑπογραφέν ταυτοχρόνως μὲ τὴν παροῦσαν συμφωνίαν.

"Αρθρον 11.

Αἱ ἀδείαι ὁδηγήσεως αἱ ὁποῖαι χορηγοῦνται ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ αἱ ὁποῖαι εἶναι ἔγκυροι ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας του, θὰ ἀναγνωρίζονται ὡς ἔγκυροι καὶ ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

"Αρθρον 12.

Τὰ καύσιμα τὰ ὁποῖα περιέχονται εἰς τὰς κανονικὰς δεξαμενὰς τῶν ὀχημάτων, ἀπαλλάσσονται τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ φόρων.

"Αρθρον 13.

Οἱ μεταφορεῖς τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους καὶ τὸ προσωπικὸν τῶν ὀχημάτων οἱ ὁποῖοι πραγματοποιοῦν μεταφορὰς ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, ὑποχρεοῦνται νὰ σέβωνται τὰς νομικὰς διατάξεις καὶ κανονισμοὺς, ἰδιαίτερος δὲ τὰς διατάξεις αἱ ὁποῖαι ἀφοροῦν εἰς τὰς μεταφορὰς καὶ εἰς τὴν ὁδικὴν κυκλοφορίαν, αἱ ὁποῖαι ἰσχύουν εἰς τὴν ἐπικράτειαν αὐτοῦ.

"Αρθρον 14.

Αἱ ἐκκαθαρίσεις καὶ αἱ πληρωμαὶ αἱ ὁποῖαι ἀπορρέουν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ πραγματοποιοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς συμφωνίας πληρωμῆς αἱ ὁποῖαι ἰσχύουν μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

"Αρθρον 15.

Αἱ ἀρμόδιοι ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ συμφωνήσουν ἐπὶ τῶν διαδικασιῶν ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας δι' ἐνὸς πρωτοκόλλου σχετικοῦ μὲ τὴν ἐκτέλεσίν της, τὸ ὁποῖον κατηρτίσθη ταυτοχρόνως μὲ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

"Αρθρον 16.

Αἱ ἀρμόδιοι ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ συστήσουν μίαν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν ἢ ὁποῖα θὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται τῇ αἰτήσει τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἐναλλάξ ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας ἐνὸς ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

"Αρθρον 17.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἐγένετο ἀποδεκτὴ συμφώνως πρὸς τὰς νομικὰς διατάξεις ἐνὸς ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμέραν τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν διακοινώσεων ἐκ τῶν ὁποίων θὰ διαπιστοῦται αὕτη ἡ ἀποδοχή.

"Αρθρον 18.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία συνήφθη διὰ μίαν περίοδον τριῶν ἐτῶν καὶ θὰ παρατείνεται σιωπηρῶς ἀπὸ ἑτοὺς εἰς ἑτος ἐκτὸς ἐὰν καταγγελθῇ διὰ κοινοποιήσεως ἐκ μέρους τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τοῦ τρέχοντος πολιτικοῦ ἑτοὺς.

Ἐγένετο ἐν Βαρσοβίᾳ. τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977, εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας
(Ὑπογραφή)	(Ὑπογραφή)

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Εἰς ὃ,τι ἀφορᾷ τοὺς φόρους καὶ τὰ τέλη, τὸ ὁποῖον συνετάγη διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ἀρθροῦ (10) τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, σχετικῶν μὲ τὰς δεθνεῖς ὁδικὰς μεταφορὰς τὸ ὁποῖον ὑπεγράφη τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977.

Εἰς ἐκτέλεσιν τοῦ ἀρθροῦ 10 τῆς Συμφωνίας τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

Τὰ ὁδικὰ ὀχήματα τὰ ἐγγεγραμμένα εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, ἀπαλλάσσονται τῶν φόρων καὶ τῶν τελῶν τῶν ἐπιβαλλομένων διὰ τὴν κυκλοφορίαν ἢ τὴν κατοχὴν τῶν ὀχημάτων εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Τὰ ὁδικὰ ὄχηματα τὰ ἐγγεγραμμένα εἰς τὴν ἐπικράτειαν ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, ἀπαλλάσσονται τῶν φόρων καὶ τελῶν τῶν σχετικῶν μὲ τὴν ἐκτέλεσιν μεταφορῶν εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Αἱ προαναφερόμεναι ἀπαλλαγαὶ δὲν ἐφαρμόζονται εἰς τὰ δικαιώματα τῶν διοδίων.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον συνήφθη διὰ μίαν περίοδον τριῶν ἐτῶν καὶ θὰ παρατείνεται σιωπηρῶς ἀπὸ ἑτοῦς εἰς ἑτος ἐκτὸς ἐὰν καταγγελθῇ διὰ κοινοποιήσεως ἐκ μέρους τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τοῦ τρέχοντος πολιτικοῦ ἔτους.

Ἐγένετο ἐν Βαρσοβίᾳ, τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977, εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς
Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς
Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς
Πολωνίας

(Ὑπογραφή)

(Ὑπογραφή)

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

τὸ ὁποῖον συνετάγη διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, σχετικὸν μὲ τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφοράς.

Ἐν ὧσιν ἐκτελέσεως αὐτῆς τῆς Συμφωνίας, συνεφωνήθησαν τὰ κάτωθι :

Συζευγμένα ὄχηματα.

Αἱ διατάξεις τῆς Συμφωνίας δὲν ἐφαρμόζονται εἰς τὰ συζευγμένα ὄχηματα παρὰ μόνον εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ ρυμουλκὸν ὄχημα εἶναι ἐγγεγραμμένον εἰς ἓν ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Μεταφοραὶ ταξιδιωτῶν.

1. Ἡ αἴτησις ἀδείας διὰ τὰς τακτικὰς μεταφοράς τῶν ταξιδιωτῶν δέον ὅπως ἀπευθύνεται ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου μεταφορέως εἰς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τῆς χώρας του. Εἰς περίπτωσιν ἐγκρίσεως, ἡ ἀρχὴ αὕτη διαβιβάζει τὴν ἐν λόγῳ αἴτησιν εἰς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους τοῦλάχιστον τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς προβλεπομένης ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἐκμεταλλεύσεως τῆς γραμμῆς.

2. Ἡ αἴτησις ἀδείας δέον ὅπως περιλαμβάνη πληροφορίας σχετικὰς μὲ τὸ πρόγραμμα ὥραριου, τὸ τιμολόγιον, τὸ δρομολόγιον, τὴν περίοδον τὴν προβλεπομένην διὰ τὴν ἑναρξιν ἐκμεταλλεύσεως τῆς γραμμῆς. Αἱ ἀρμόδιοι ἀρχαὶ δύνανται νὰ ζητοῦν καὶ ἄλλας ἐνδείξεις τὰς ὁποίας κρίνουν χρησίμους.

Εἰδικαὶ ἀδειαι διὰ τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων.

1. Ὁ ἐτήσιος ἀριθμὸς ἀδειῶν αἱ ὁποῖαι ἀναφέρονται εἰς τὸ ἄρθρον 8 παρ. 2 τῆς Συμφωνίας καθορίζεται εἰς 100 ἀδείας διὰ τοὺς μεταφορεῖς ἐκάστῃς χώρας.

Ἐὰν τοῦτο κριθῇ ἀναγκαῖον, ὁ ἀριθμὸς αὐτὸς θὰ δύναται νὰ αὐξάνεται διὰ ἀμοιβαίας συνεννοήσεως τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν.

2. Αἱ προαναφερθεῖσαι ἀδειαι, ὡς καὶ ἐκεῖναι αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὰ ἄρθρα 7 καὶ 8 τῆς Συμφωνίας χορηγοῦνται ἢ διαβιβάζονται ἀπὸ πολωνικῆς πλευρᾶς, εἰς τὸ ὄνομα τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως Διεθνῶν

Μεταφορέων εἰς Πολωνίαν (ZMPD) καὶ ἀπὸ ἐλληνικῆς πλευρᾶς ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.

Αἱ ἀρμόδιοι ἀρχαί.

Κατὰ τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας καὶ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου αἱ ἀρμόδιοι ἀρχαὶ εἶναι :

ἀπὸ ἐλληνικῆς πλευρᾶς : τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν,
ἀπὸ πολωνικῆς πλευρᾶς : τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν

Ἐγένετο ἐν Βαρσοβίᾳ, τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977, εἰς διπλοῦν εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὸ Ὑπουργεῖον

Διὰ τὸ Ὑπουργεῖον

Συγκοινωνιῶν τῆς Ἑλληνικῆς
Δημοκρατίας

Συγκοινωνιῶν τῆς Λαϊκῆς
Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας

(ὑπογραφή)

(ὑπογραφή)

Ἄρθρον δεύτερον.

Τὰ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας συντασσόμενα ὑπὸ τῆς, ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 16 αὐτῆς προβλεπομένης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς Πρακτικά, Πρωτόκολλα, ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς Πράξεως τῶν ἀρμοδίων Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν, Οἰκονομικῶν καὶ Συγκοινωνιῶν.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχειται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΡΑΔΟΓΓΩΝΑΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἑτήσια συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν φύλλων τῆς ποὺ πουλιοῦνται τμηματικὰ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1974 ὡς ἀκολούθως:

Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Γιὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κτλ	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » » Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κτλ.	»	3.000
8. » » Δελτίο Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη καὶ τὸ Δ.Ε.Β.Ι.	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ οἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουν τὸ 1/2 τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἐξῆς ποσά:

1. Γιὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου κτλ	»	25
6. » » » Παράρτημα	»	15
7. » » » Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κτλ. .	»	150
8. » » Δελτίο Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., εἶναι 3 δρχ., ἀπὸ 9 ὡς 40 σελ. 8 δρχ., ἀπὸ 41 ὡς 80 σελ. 15 δρχ., ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἀνω ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου προσυξάνεται κατὰ 15 δρχ. ἀνὰ 80 σελίδες.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ἡ στὸ Τεύχος Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ...	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων σὲ γενικὴ συνελύξεις, τῶν κατὰ τὸ ἀρθρο 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἀρθρο 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 «περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ, ποὺ ἀναφέρονται σὲ προσωρινὰ διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυση Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939 ...	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν»	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν», τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν γενικά, καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ, μὲ τίς ὁποῖες ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπουσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων «περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν κατὰ τὸ ἀρθρο 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70»	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν»	»	10.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου «περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγματεύσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67» Δραχ. | 1.000 |

13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς «περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967» » | 1.000 |

Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

1. Τῶν καταστατικῶν	»	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων:

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ χορηγῆσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων»	»	1.000
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν ἀνωτέρω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000

II. Στὸ Τέταρτο τεύχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων.

Τὸ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων στὸ Τεύχος Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης, ποὺ πρέπει νὰ καταβάλλεται ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ), ὁρίσθηκε γενικὰ σὲ 50/o.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

- Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως τὸ ὅποιο φροντίζει ὁ ἐνδιαφερόμενος νὰ τὸ στείλει στὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.
- Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐξωτερικοῦ εἶναι δυνατὸ νὰ στέλνονται καὶ σὲ ἀνάλογο συνάλλαγμα μὲ ἐπιταγὴ ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντῆ τῶν Διοικητικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.
- Τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων καταβάλλεται ὡς ἐξῆς:
 - στὴν Ἀθήνα: στὸ Ταμεῖο τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου),
 - στὶς ὑπόλοιπες πόλεις τοῦ Κράτους: στὰ Δημόσια Ταμεία καὶ ἀποδίδεται στὸ ΤΑΠΕΤ σύμφωνα μὲ τίς 192378/3639/1947(ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκύκλιες διαταγὰς τοῦ Γ.Λ.Κ.,
 - στὶς περιπτώσεις συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ: ὅταν ἡ ἀποστολὴ τους γίνεται μὲ ἐπιταγὰς, μαζὶ μ' αὐτὲς στέλνεται καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
ΒΑΣΙΛΕΙΟΣ ΣΤ. ΝΙΚΑΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ